

Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC) [16-09-2018/30-09-2018]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 16 septembre.

Justice internationale : la RDC menace de se retirer de la CPI. « La RDC, qui en son temps avait contribué significativement à l'élaboration du statut de Rome portant création de CPI et, ensuite, à la mise en œuvre de celle-ci, n'exclut point, en désespoir de cause, de s'en retirer », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié samedi 15 septembre. La diplomatie congolaise justifie cette décision par le fait que « plusieurs indices concordants indiquent que certains gouvernements exerceraient des pressions sur les juges de la CPI visant la politique intérieure, voire des questions sous examen par devant cette institution même, en relation avec la situation en RDC, susceptible d'avoir une incidence sur le processus électoral en cours dans ce pays ». Selon le ministère des Affaires étrangères, la propension à instrumentaliser cette juridiction internationale à des fins inavouées risque de saper sa crédibilité alors qu'elle est censée être garante de la lutte contre des crimes internationaux qui révoltent la conscience universelle. En 2016, l'Afrique du Sud, le Burundi et la Gambie avaient quitté la Cour Pénale Internationale. Ces Etats reprochaient à la CPI de ne poursuivre que les africains depuis la création de cette juridiction, alors qu'il y a des crimes de guerres commis à travers le monde.

L'opposition politique congolaise ne s'inscrit pas dans la logique du boycott du processus électoral. L'opposition politique congolaise ne s'inscrit pas dans la logique du boycott du processus électoral, ont fait savoir sept candidats à l'élection présidentielle de décembre. Par contre, elle ne permettra jamais la tenue d'une parodie d'élections, ajoutent Jean-Pierre Bemba, Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Freddy Matungulu, Adolphe Muzito et Felix Tshisekedi. Ces opposants ont aussi annoncé des actions politiques à mener dans les jours qui viennent. « L'opposition politique annonce les actions politiques suivantes : la tenue d'un grand meeting commun à Kinshasa le 29 septembre, l'organisation des matinées politiques par chaque parti et chaque regroupement politique à travers toute la République en vue de sensibiliser et mobiliser les militants sur les enjeux de l'heure. Elle présentera au peuple congolais son candidat commun à l'élection présidentielle du 23 décembre 2018 », promet M. Kabund.

Kinshasa : trois corps sans vie retrouvés au quartier Kauka. « A trois heures moins le quart dans la nuit du vendredi à samedi, les assaillants cagoulés sont arrivés et nous ont obligé d'ouvrir la barrière pour entrer dans la parcelle. A ce moment, j'ai crié au voleur. Et puis, ils m'ont dit : « nous ne sommes pas de voleurs. C'est la police. Si tu refuses d'ouvrir la barrière, nous allons tirer sur toi et abandonner ton corps. Quand mon épouse a entendu cela, elle a eu peur et elle a ouvert la porte. Ils sont entrés et ils ont tout volé : l'argent et les téléphones. Ils ont arrêté le jeune garçon, et ils sont partis avec lui. Nous avons commencé à le chercher dans les cachots en vain. Ce matin à 4h, on a entendu des gens crier qu'on a retrouvé des corps. Nous sommes allés voir et on a vu 9 personnes, dont notre fils », témoigne le père d'une victime. Le général Sylvano Kasongo, patron de la police de la ville de Kinshasa rejette l'implication de la police dans ces actes. Selon lui, la police ne procède pas par des exactions sommaires. Elle envoie plutôt les personnes en conflit avec la loi auprès des instances judiciaires.

Kananga : au moins dix blessés dans une attaque des présumés miliciens à Tshipidinga. Au moins dix personnes ont été grièvement blessées dans un accrochage survenu, samedi 15 septembre entre les forces de l'ordre et des présumés miliciens de Tshiyoyo, dans la localité Tshipidinga, dans les environs de l'aéroport de Kananga.

Nord-Kivu : des présumés Mai-Mai nus maîtrisés dans la ville de Butembo. Six présumés miliciens Mai-Mai nus et portant d'armes blanches ont été maîtrisés par les forces de l'ordre et de sécurité ce dimanche 16 septembre en plein centre-ville de Butembo (Nord-Kivu). Cette situation a provoqué une forte panique au sein de la population de cette ville. Parmi les miliciens, figure une femme portant un bébé.

Un nouveau comité à la tête de la MESP. La Mutuelle de santé des enseignants du secteur public (MESP) a un nouveau comité, qualifié par les enseignants de la RDC du comité de crise qui a pour mission de gérer cette mutuelle de santé. Ce comité est composé de trois membres dont Jean Bosco Puna, désigné comme chef de mission. Les membres de ce comité affirment qu'ils sont investis pour mettre un terme à l'ancienne gestion de cette mutuelle de santé qui ne profitait pas du tout aux enseignants.

Equateur : 30 cas de choléra enregistrés en une semaine dans la zone de santé de Lukolela. Trente cas de choléra ont été enregistrés en une semaine dans la zone de santé de Lukolela (Equateur), rapporte la société civile locale. Elle signale un cas de décès. Cette maladie persiste dans la zone de santé de Lukolela. C'est depuis 2016 que le choléra était déclaré épidémie par les autorités sanitaires dans les zones de santé touchées de la province de l'Equateur. Selon le médecin chef de division provinciale de la santé, des efforts ont été consentis et le choléra a été éradiqué dans les autres zones de santé situées le long du fleuve Congo où il sévissait. Sauf dans la zone de santé de Lukolela.

Ituri: 11 morts dans les attaques des positions des FARDC dans le territoire de Djugu. Onze personnes dont un militaire ont trouvé la mort lors des attaques de trois positions des FARDC la nuit de samedi à ce dimanche 16 septembre dans le territoire de Djugu (Ituri). Des positions de Muvaramu, Songamoya et Tara ont été ciblées par les assaillants non identifiés. Ces attaques ont été menées simultanément dans les trois positions occupées par des unités de la force navale des FARDC. Des sources sécuritaires rapportent que les assaillants lourdement armés ont d'abord attaqué la position des marins à Muvaramu et puis celles de Songamoya et Tara. Toutes ces localités se retrouvent au bord du lac Albert. Il s'en est suivi un échange des tirs entre les deux forces pendant plusieurs heures. Huit militaires FARDC et trois civils ont été tués par les assaillants pendant ces combats. Quatre autres militaires ont été capturés et une arme AK 47 récupérée par les combattants d'après les sources locales.

Lundi 17 septembre.

L'actuel gouvernement est illégitime pour décider du retrait de la RDC à la CPI, selon ACAJ. Le gouvernement actuel n'a aucune légitimité pour engager l'Etat congolais pour se retirer de la Cour pénale internationale (CPI), a affirmé dimanche 16 septembre le coordonnateur national de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), Georges Kapiamba. Pour ACAJ, cette menace est une tentative politique du gouvernement de fouler au pied l'engagement pris dans le statut de Rome. « Il n'y a aucune raison fondée. Les raisons sont basées sur des procès d'intention sur des raisons totalement politiques. Nous demandons au gouvernement congolais de cesser des pressions à caractère politique sur la CPI », a déclaré Georges Kapiamba. La décision de la RDC de quitter la CPI intervient à quelques heures de la définition des peines dans l'affaire Jean-Pierre sur la subornation des témoins. Pour ACAJ, le gouvernement de la RDC « veut exercer des pressions inacceptables à la Haye pour rendre des décisions qui seraient convenables à ses attentes ». A Kinshasa, la représentation de la CPI déclare n'avoir aucun commentaire à émettre sur la prise de position du gouvernement congolais.

Kipushi : des rejets toxiques indisposent les habitants du quartier OUA. Une importante quantité de rejets des concentrés de cuivre a été déposée la semaine dernière par des inconnus dans une parcelle d'un particulier à Kipushi à 30 km de Lubumbashi (Haut-Katanga). Ces matières dégagent une odeur nauséabonde qui dérange tous les voisins. Le vendredi dernier un camion chargé de ces matières toxiques a déchargé une deuxième charge de sa cargaison dans la même parcelle privée. Des inconnus venaient ainsi d'y déposer une quantité importante de rejets des concentrés de cuivre. Le lot du vendredi est arrivé avec une équipe d'agents de sécurité, a révélé Timothée Diango, coordonnateur de la ligue nationale et paysanne pour le droit de l'homme section de Kipushi. Il dit vivre en clandestinité après avoir dénoncé cet acte : « J'ai vu directement deux [voitures 4x4] des militaires. Après 30 minutes, ils sont venus chez moi à la maison. Ils ont encerclé ma maison. Après, moi aussi, je me suis sauvé la vie pour aller me cacher quelque part. »

Dégradation de la route Kisangani – Bunia. La route Kisangani-Bunia long 700 km est dans un état d'abandon. La route nationale 4 est un axe économique vital de l'Est de la RDC. Elle avait été réhabilitée par deux entreprises chinoises, dont Zengwei, il y a moins de dix ans, avec un financement de la Banque mondiale. La RDC devait reprendre l'ouvrage en juillet 2018, selon des sources à l'Office des routes. Cependant, les travaux de maintenance n'ont pas été réalisés depuis environ six mois, selon des riverains. Le retrait des entreprises chinoises s'ajoute à d'autres facteurs qui ont dégradé cette colonne vertébrale de l'économie de l'Est. Aucun service ne contrôle réellement le tonnage des véhicules. Ces derniers sont généralement surchargés. Quand ils s'embourbent, chaque conducteur creuse la chaussée en terre battue comme il le veut.

Kasaï-Central : reddition de 7 miliciens. Le vice-gouverneur du Kasaï-Central, Mannix Kabuanga, a annoncé lundi 17 septembre la reddition du présumé chef milicien Ndaye Kalonga Nsabanga. Selon lui, six autres chefs miliciens se sont

rendus et ont déposé leurs armes. Il affirme que ce sont des pourparlers initiés depuis quelque temps qui ont abouti à ces redditions.

Selon le vice-gouverneur du Kasai-Central, ces chefs miliciens se sont rendus avec 600 combattants. Mannix Kabuanga fait savoir qu'ils ont reçu des motos, des tôles et de l'équipement sportif. «Etant donné que l'option purement militaire avait montré ses limites, il fallait aussi associer à cette option les négociations et les échanges», explique Mannix Kabuanga, qui salue cette reddition.

Bilan revu des attaques de Djugu, 15 morts. Le bilan des attaques de samedi à dimanche derniers contre les Fardc dans le territoire de Djugu (Ituri) est passé de onze à quinze morts. Des sources sécuritaires et les chefs coutumiers parlent de neuf militaires et de six civils, dont deux femmes, tués dans les villages de Movaramo, Songamoya et Tara à environ 80 km à l'Est de Bunia au bord du lac Albert. Des sources sécuritaires rapportent que trente personnes prises en otage par des assaillants ont été relâchées depuis la nuit dernière. Un autre manque encore à l'appel.

Subornation de témoins : Bemba écope d'un an de prison. La Chambre de première instance VII de la Cour pénale internationale (CPI) a condamné ce lundi 17 septembre Jean-Pierre Bemba à un an d'emprisonnement ainsi qu'à une amende de 300 000 euros, indique un communiqué de la CPI. M. Kilolo et M. Mangenda ont chacun été condamnés à une peine totale de 11 mois d'emprisonnement. M. Kilolo a également reçu une amende de 30 000 euros. La Chambre a ordonné que soit réduit de ces peines le temps déjà passé en détention sur ordre de la Cour et a par conséquent considéré que les peines d'emprisonnement avaient été purgées.

Le verdict de la CPI contre Bemba ne change rien sur le plan politique de l'intéressé. L'analyste Joseph Kongolo, coordonnateur du Bureau d'études, d'analyse et d'accompagnement en gouvernance et leadership estime que le verdict de la CPI contre Jean-Pierre Bemba sur la subornation des témoins ne change rien dans le fond sur le plan politique de l'intéressé par rapport à l'interprétation de la justice congolaise. «On dirait que, avant le verdict égale après le verdict. Nous savons que, la conséquence c'est qu'il sera libéré. Le verdict est tombé, il confirme non seulement le premier jugement, mais ici politiquement parlant, dans notre pays, nous sommes en train de constater, effectivement, que le débat reste intact, intégral sur la subornation qui n'est pas, d'après les juristes, synonyme de la corruption. Donc, en quelque sorte, on a relancé le débat sans entrer vraiment dans le fond pour pouvoir dégager une issue politique qui soit favorable à Bemba », analyse M. Kongolo.

Sud-Kivu: l'administrateur du territoire de Mwenga arrêté par la justice militaire. L'administrateur du territoire de Mwenga Bernard Zagabe a été arrêté depuis jeudi 13 septembre par la justice militaire installée dans la province du Sud-Kivu. Il est accusé d'entretenir une milice armée qui vole, pille et tue tantôt à Mwenga où il exerce comme administrateur du territoire ou encore à Kamanyola dans le territoire de Walungu où il occupait le poste de chef d'encadrement administratif avant d'être nommé Administrateur du territoire de Mwenga au compte de son parti politique le PPRD. Le ministre provincial de l'Intérieur Victor Chomachoma Mukubito confirme cette interpellation de l'administrateur de Mwenga et demande à la justice de faire son travail.

Nord-Kivu : le directeur de la prison de Rutshuru et son épouse, tués. Le directeur de la prison de Nyongera, Birimani Mweze, et son épouse, ont été tués dans leur maison par des hommes armés non encore identifiés, dimanche 16 septembre soir dans la cité de Kiwanja, environ 70 km au nord de Goma. Trois suspects sont déjà aux arrêts, indique le fonctionnaire délégué du gouverneur à Kiwanja, Jason Tawite, estimant que ce double meurtre pourrait être lié à un règlement de compte.

Adolphe Muzito : « L'opposition congolaise ne veut pas d'un report ou d'un boycott de l'élection ». A trois mois du scrutin présidentiel, l'opposition congolaise tente de définir une stratégie commune et de choisir son candidat. Elle s'est réunie à Bruxelles puis à Johannesburg. Plusieurs opposants au régime de Joseph Kabila ont déjà vu leur candidature invalidée, dont Adolphe Muzito, ancien premier ministre de la RDC de 2008 à 2012. Dans un entretien au Monde Afrique, il assure que l'opposition s'emploie à « trouver une candidature unique », qu'elle souhaite que l'élection présidentielle soit maintenue au 23 décembre, et appelle le peuple à manifester pacifiquement pour le retrait de la machine à voter. Adolphe Muzito condamne les conditions de création du Front commun pour le Congo (FCC), le parti de la majorité dont la fondation a été annoncée en conseil des ministres, et de désignation de l'ex-ministre de l'intérieur Emmanuel Ramazani Shadary comme dauphin du chef de l'Etat. Il évoque « un putsch contre l'Etat congolais ». Le deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila s'est officiellement terminé le 19 décembre 2016. L'opposition a jusque-là été incapable de s'unir. Après avoir demandé le soutien de l'Eglise congolaise, puis des diplomates occidentaux, elle se tourne aujourd'hui vers les pays de la région. (Le Monde)

Mardi 18 septembre.

RDC : la télévision d'État licencie deux journalistes pour non-respect de sa « ligne éditoriale » Deux journalistes de la Radiotélévision nationale du Congo (RTNC), qui avaient couvert la conférence d'un opposant à Joseph Kabila, ont été licenciés pour ne pas avoir respecté la « ligne éditoriale » de la télévision d'État. « Ils sont partis couvrir la conférence de presse d'Eddie Kapend qui menaçait les institutions », a déclaré à l'AFP le directeur-général adjoint de la RTNC, Freddy Mulumba. « Or notre ligne éditoriale est très claire: défendre les institutions et le Congo ». L'opposant en question, Élie Kapend Kanyimbu, est le président du Front de libération nationale du Congo (FNLC). Il avait tenu récemment des propos interprétés par certains médias comme un « ultimatum » envers l'exécutif congolais. « **Un licenciement abusif** ». Les deux journalistes licenciés, un journaliste et un cameraman, avaient couvert le 22 août sa conférence de presse. Mais le reportage n'avait pas été diffusé à l'antenne. Entendus sur « procès-verbal », les deux journalistes ont été licenciés, car « ils n'ont pas respecté la ligne éditoriale », selon Freddy Mulumba. « Un licenciement abusif », a dénoncé pour sa part l'organisation de défense de la presse Journaliste en danger (JED). « **Renforcement de la censure** ». Selon JED, le directeur général de la RTNC, Ernest Kabila (pas de lien de parenté avec le président, NDLR), « a résilié sans préavis » leur contrat de travail pour « avoir proposé au journal télévisé de 20 heures du 22 août 2018, des images appelant à la rébellion, en déjouant la vigilance de toute la chaîne de responsabilité ». Ex-chef rebelle et compagnon d'armes de l'ancien président et père de l'actuel, Laurent-Désiré Kabila, Élie Kapend Kanyimbu, a été interpellé le 23 août après sa conférence de presse. JED dit redouter que « ces révocations des journalistes ne soient le prélude à la confiscation et au renforcement de la censure sur les médias publics » à l'approche des élections du 23 décembre. (Jeune Afrique)

La Fondation Westminster formule des recommandations à la Ceni sur la machine à voter. La Fondation britannique Westminster pour la démocratie (WFD) a formulé 15 recommandations à la Commission électorale indépendante, sur la machine à voter, en vue d'atténuer les risques majeurs de son utilisation. Ces recommandations ont été présentées lundi 17 septembre à Kinshasa. Parmi ces recommandations, les experts demandent à la Ceni de désactiver les communications externes via carte SIM et Wifi pendant la tenue du scrutin. Ils demandent aussi à la Ceni de limiter le nombre maximum des bulletins autorisés, soit 600 bulletins par machine et par bureau de vote conformément aux normes internationales. Les experts de la Fondation estiment en effet qu'actuellement, il n'y a pas de limite au nombre de bulletins pour chaque machine. La Fondation britannique Westminster recommande aussi à l'institution chargée d'organiser les élections de s'assurer de la présence des témoins de tous les partis politiques lors de l'installation des machines dans chaque bureau de vote. Pour Madja Elbied et Nick Branson, respectivement directeur adjoint et consultant de la Fondation Westminster pour la démocratie, il ne s'agit nullement d'une certification de la machine à voter, mais des résultats d'une étude portant sur sa fonctionnalité. Du côté de l'ambassade britannique en RDC, son attaché de presse souligne que ces experts n'ont pas certifié la machine à voter mais l'ont simplement analysée avant de relever ses points forts et formuler quelques recommandations.

Kananga : un prévenu relate l'exécution des deux experts de l'ONU. Le tribunal militaire garnison de Kananga a connu lundi 17 septembre une séance mouvementée dans le cadre du procès des présumés meurtriers de deux experts de l'ONU, tués en mars 2017 au village Moyo Musuila au Kasai. Le prévenu Ilunga Lumu, considéré comme l'un des principaux acteurs dans ce dossier, a pris la parole pour relater l'exécution des experts. Jusqu'ici, Ilunga Lumu avait nié toute participation au meurtre des experts de l'ONU. « Tout ce que j'avais dit avant, j'avais menti », concède aujourd'hui. Sur demande de son avocat, Me Trésor Kabangu, le prévenu prend la parole pendant environ deux heures. Il relate son baptême dans le tshiota du chef Bula Bula. Un baptême forcé, nuance-t-il. Puis, il en vient à cette journée du 12 mars 2017, où il se serait rendu à l'église dans la matinée. Vers 14 heures, relate le prévenu, il aurait été informé de l'arrivée des « blancs » dans la concession de Bula Bula. Arrivé là, il a entendu Bula Bula demander à Vincent Manga pourquoi les deux experts avaient été arrêtés. Manga et un autre milicien auraient répondu avoir reçu un message de Kananga disant que les deux blancs venaient incendier le territoire de Dibaya. C'est alors que Bula Bula aurait ordonné qu'on exécute les deux experts. Selon le récit d'Ilunga Lumu, Jean Bosco Mukanda, principal témoin dans cette affaire, était présent sur le lieu du crime, habillé en soutane rouge. C'est même lui qui aurait remis aux miliciens les cartouches pour exécuter les experts. Le prévenu Ilunga accuse également Mukanda de lui avoir ordonné de couper les cheveux sur la tête de Zaida Catalan. Mais il nie avoir transporté la tête de l'expert après la décapitation. Il reconnaît cependant que certaines parties des corps des experts ont été remis à Vincent Manga resté au tshiota comme le voulait la tradition dans la milice.

Difficulté de faire le maraichage à Kisangani. Le maraichage n'a pas un impact considérable dans la sécurité alimentaire à Kisangani, à cause de difficultés d'accès à la terre dans les milieux périurbains. Le constat a été établi par les participants à un forum citoyen, organisé à cet effet dimanche 16 septembre dans cette ville par le Groupe de Travail sur la Décentralisation et les Elections. Plus de cinquante personnes ont participé à ce forum citoyen afin d'obtenir des informations relatives aux modalités d'accès à la terre pour le maraichage. François Lemba, secrétaire général du GTDE,

explique qu'avec l'extension de la ville, la pratique de cette culture devient difficile. Outre l'accès à la terre, d'autres facteurs ne favorisent pas non plus la sécurité alimentaire à partir du maraîchage, par exemple l'accès aux intrants.

Trafic interrompu sur la route Lwena – Bukama. Le trafic sur le tronçon routier Lwena - Bukama en passant par Kabondo Dianda est interrompu depuis lundi 17 septembre pour cause de travaux au pont Bundwe à Bukama. Le ministre provincial des infrastructures du Haut-Lomami, Arsène Mukadi, lance un SOS au gouvernement notamment pour la réhabilitation de différents ponts sur la Nationale n01 et son implication pour le respect de tonnage des véhicules.

Affrontements entre l'armée et les milices à Fizi. Les combats ont repris depuis lundi 17 septembre à Kilembwe, dans le territoire de Fizi, entre les Fardc et les groupes coalisés Mai-Mai dirigés par le général autoproclamé Yakutumba William. Des sources concordantes parlent d'une dizaine de morts et de blessés de part et d'autre. Des sources militaires affirment que les assaillants ont tenté ce matin d'entrer à Penemende, mais ils ont été repoussés. « Nous nous préparons à lancer la contre-offensive et récupérer toutes les localités de mains des assaillants », ont indiqué les mêmes.

Attaques de Djugu: 12 corps inhumés. Douze corps parmi les quinze enregistrés au cours des attaques des assaillants contre trois positions des Fardc dans le territoire de Djugu ont été mis en terre lundi soir à Kasenyi, à 55 km de Bunia. Trois autres corps des militaires sont toujours attendus à Kasenyi. Le bilan des attaques de samedi à dimanche derniers contre les FARDC dans le territoire de Djugu (Ituri) est passé de onze à quinze morts. Des sources sécuritaires et les chefs coutumiers parlent de neuf militaires et de six civils, dont deux femmes, tués dans les villages de Movaramo, Songamoya et Tara à environ 80 km l'Est de Bunia au bord du lac Albert.

Sud-Kivu : retour au calme à la prison de Kabare après une tentative d'évasion. Le calme est revenu à la prison centrale de Kabare au Sud-Kivu après une tentative d'évasion des détenus. Ces derniers ont séquestré le directeur de la prison parce qu'ils n'avaient pas mangé depuis 3 jours par manque de ration alimentaire à la prison de Kabare. Les forces de l'ordre sont intervenues blessant un détenu qui suit, pour le moment, des soins. Cette version est confirmée par l'administrateur du territoire de Kabare, M. Miderho. Les pourparlers sont en cours pour assurer la sécurité alimentaire de ces détenus.

Kananga : le CRONGD exige réparation pour les victimes de la milice. Le Conseil régional des ONGD (CRONGD) estime que la réponse judiciaire aux victimes des dernières violences traîne à la suite du manque de procès équitables et de célérité dans le traitement des dossiers de certains détenus. Dans un rapport publié le week-end dernier à Kananga devant la presse, cette structure rapporte que plus 400 personnes poursuivies pour mouvement insurrectionnel, sont gardées à la prison centrale de Kananga. A l'occasion, le secrétaire exécutif du CRONGD, Albert Kyungu, a sollicité l'implication des autorités judiciaires pour que les auteurs intellectuels de cette crise soient également connus et que justice soit rendue aux victimes de ces atrocités. Selon lui, les efforts fournis par les autorités judiciaires sont insignifiants. « Nous sommes encore loin de connaître la vérité sur le déluge qui s'est abattu sur la Kasai », a-t-il soutenu.

Nord-Kivu : reddition d'un colonel autoproclamé du groupe armé Nyatura à Kibarizo. Le colonel autoproclamé du groupe Nyatura Mazembe, Habarurema s'est rendu dimanche 16 septembre à une position Fardc de la 3411e régiment à Kibarizo dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Il s'est rendu avec une arme AK-47 ainsi que son escorte. Ce Mai-Mai dirige l'une des factions des Nyatura du général Kavumbi, très connu dans le milieu. Selon un notable de la région, cette reddition est le fruit d'une campagne de sensibilisation menée par l'autorité coutumière, le Baraza et la société civile.

Beni : les notables appellent la population à collaborer à la riposte contre Ebola. La notabilité de Beni appelle la population de Beni et Butembo à une collaboration avec les équipes chargées de la riposte contre l'Ebola, à l'instar de la population de Mabalako, pour endiguer cette épidémie de la région. La notabilité appelle pour la même occasion, à une rentrée scolaire effective dans la zone de Mangina et Mabalako, où les salles de classes sont encore vides. Plus de cent quarante orphelins sont recensés, plus de six semaines après la déclaration de la maladie à virus Ebola dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Le coordonnateur de la riposte de cette maladie, Dr Bathé Ndjoloko Tambwe a livré ce bilan.

Mongala : au moins 27 morts dans le naufrage d'une baleinière sur la rivière Mongala. Au moins 27 personnes sont mortes dans un accident fluvial qui s'est produit dans la nuit de lundi à mardi 18 septembre sur la rivière Mongala, au niveau de Binga en province de la Mongala. L'on compte aussi plusieurs disparus.

Ituri : 5 morts dans les affrontements entre les FARDC et un groupe armé à Jiro. Cinq rebelles ont été tués dans les affrontements qui les ont opposés aux Fardc ce mardi 18 septembre à Jiro, une localité située à 62 km de Bunia dans le

Secteur de Walendu Tatsi en Territoire de Djugu. Le porte-parole des Fardc en Ituri parle d'une offensive contre les assaillants armés alors que le chef de Walendu Tatsi parle d'une attaque des hommes armés contre une position des Fardc. Ces combats ont causé un déplacement massif des populations. Elles se dirigent vers Masumbuko et Kparngaza, indique Joel Mande.

Election en RDC : la Ceni réceptionne un premier lot d'isoloirs et des urnes. La Ceni a réceptionné ce mardi 18 septembre à Kinshasa le premier lot d'isoloirs en provenance de la Chine. Ces isoloirs sont censés assurer le secret de vote. D'autres lots composés essentiellement des machines à voter sont attendus dans les prochains jours, en vue d'intensifier la sensibilisation des électeurs. Selon M. Kalamba, la Ceni devra recevoir plus de 80 000 machines à voter et autant d'isoloirs et autres matériels électoraux.

Mercredi 19 septembre.

Election présidentielle en RDC : le candidat Mabaya veut mobiliser 100 milliards USD. Le candidat président de la République Jean-Philibert Mabaya promet de mobiliser entre 95 milliards et 100 milliards de dollars américains en cinq ans, en raison de 19 à 20 milliards par an, pour exécuter son programme de gouvernance, s'il est élu président de la République. Les 12 piliers de Jean-Philibert Mabaya sont entre autres la restauration de la paix, la sécurité, l'unité et la cohésion nationale en tenant compte de riches diversités culturelles de la RDC, la construction d'une démocratie participative et l'instauration d'un Etat de droit. Il cite aussi l'impulsion de la croissance et du développement économique notamment par la relance de l'agriculture, pêche et élevage, la promotion de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'artisanat ainsi que l'accès aux soins de santé et services sociaux de base. La construction des infrastructures, la protection de l'environnement et l'impulsion d'un développement équilibré des provinces figurent aussi parmi ces piliers. Ces fonds viendront des secteurs comme les mines, le tourisme, le transport, l'énergie, les télécommunications et NTIC.

Elections : tous les courants politiques doivent s'exprimer librement dans les médias congolais, souhaite le CSAC. Tous les courants politiques devraient avoir du temps d'antenne et s'exprimer librement dans tous les médias opérant en RDC, sans discrimination. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a exprimé ce vœu, mardi 18 septembre, lors d'un atelier organisé à Kinshasa, à l'intention des journalistes. Pour le président du CSAC, Tito Ndombi, quelques tendances politiques en RDC n'ont pas accès à certains médias, notamment les médias publics censés profiter à tous les courants de pensée et sensibilités politiques en cette période préélectorale. De leur côté, les participants à cet atelier ont recommandé au CSAC entre autres de sensibiliser les patrons de presse afin d'accorder à tous les courants politiques un temps d'antenne équitable.

Le ministre Emery Okundji propose la création d'un centre national pour lutter contre la cybercriminalité. Le ministre des Postes, téléphones, nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC), Emery Okundji, propose la création d'un centre national pour lutter contre la cybercriminalité en RDC. Selon lui, ce centre devra aussi fournir une réponse à toutes les menaces que représente la cybercriminalité. Les stratégies, le fonctionnement de ce centre et sa mise en œuvre effective font déjà l'objet de deux projets de loi en discussions au Parlement, a indiqué le ministre.

40 ONG de la société civile plaident pour la suspension du projet Inga III. « Les 40 organisations demandent que ce projet soit suspendu. Nous n'avons pas d'informations sur les différents contrats. Le projet a quitté, le gouvernement, puis le parlement pour se rattacher à la présidence de la République », a dénoncé Me Jean Keba de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho). Pour lui, il ne faudrait pas que la RDC ressorte perdante dans cette affaire comme ce fut le cas avec les projets Bukanga Lonzo, Inga I et Inga II. Ces projets ont coûté trop cher au pays sans répondre aux attentes de la population, estime Me Jean Keba. Au mois d'août dernier, cent trois ONG œuvrant dans le secteur de la gouvernance des ressources naturelles avaient aussi dénoncé le manque de transparence dans la réalisation du projet grand Inga ou Inga III, dans la province du Kongo Central. Elles dénonçaient des « obstacles liés à l'accès à l'information publique et à la gestion opaque du projet de construction du barrage hydroélectrique Inga III. » Ce barrage devra produire 4 800 MW (l'équivalent d'environ trois réacteurs nucléaires EPR de troisième génération) dans un pays où moins de 10% des habitants ont accès à l'électricité. Si le projet se concrétise enfin, la population congolaise ne devrait cependant pas bénéficier beaucoup de la lumière produite par Inga III. L'Afrique du Sud a en effet signé une option préférentielle pour récupérer 2 500 MW et la majeure partie du reste de la production est censée aller vers les groupes miniers du Katanga (Sud-Est), handicapés dans leur activité par une pénurie chronique d'énergie.

Nord-Kivu : une personne tuée lors de l'attaque d'une position de l'armée à Kokola. Une personne a été tuée, mercredi 18 septembre matin, lors de l'attaque d'une position des Forces armées de la RDC à Kokola, à une quarantaine de km de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon la société civile qui livre ce bilan, quatre autres personnes ont été kidnappées et deux autres blessées. Elle attribue cette attaque aux présumés rebelles ougandais des ADF.

Sud-Kivu : David Gressly lance l'éclairage public à Minembwe pour lutter contre l'insécurité. Le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC chargé des opérations, David Gressly a lancé mardi 18 septembre dans la cité de Minembwe en territoire de Fizi, avec le gouverneur du Sud-Kivu, l'éclairage public du marché central de Minembwe. Ce projet d'impact rapide réalisé avec le financement de la Monusco vise à lutter contre l'insécurité dans cette partie du Sud-Kivu. Il promet à la population de Fizi de mobiliser d'autres partenaires pour le désenclavement et la sécurité dans ce milieu.

La loi sur les manifestations publiques pas reprise dans le calendrier du Sénat. Le Sénat a adopté au cours de la plénière de ce mercredi 19 septembre le calendrier de la session ordinaire de septembre, sans inscrire la proposition de loi sur les manifestations publiques. Etant une session essentiellement budgétaire, le calendrier de cette session prévoit principalement l'examen des projets de loi portant reddition des comptes 2017 et celle du budget 2019. Plusieurs autres textes arriérés législatifs sont aussi repris dans l'actuel calendrier, sauf la proposition de loi sur les manifestations publiques, s'inquiète le sénateur Jacques Djoli.

Sud-Kivu : mort de Kazimoto, chef d'une faction des Raïa Mutomboki. Le chef de la coalition Raïa Mutomboki Kazimoto est mort par balle lors des affrontements contre les Fardc lundi 17 septembre dans le groupement Bamuguba dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu), indique la société civile de Shabunda. Les combats ont eu lieu sur l'axe Nduma-Nyambembe. Le chef milicien tué dirigeait une coalition des Raïa Mutomboki qui sèment la terreur dans plusieurs villages du groupement Bamuguba-Nord entraînant ainsi des déplacements de la population de ce milieu.

La Ceni retient définitivement 21 candidats à l'élection présidentielle. La Ceni a retenu 21 candidats qui participeront à l'élection présidentielle de décembre. Samy Badibanga et Marie-Josée Ifoku ont été réintégrés, alors que Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito, Antoine Gizenga et Jean Paul Moka sont définitivement recalés. La Ceni a aussi retenu 15.355 candidats pour les législatives nationales.

L'opposition congolaise réunie en Afrique du Sud autour de l'ANC. Après Bruxelles, l'opposition congolaise s'était donné rendez-vous à Johannesburg mardi 18 septembre. Seul Moïse Katumbi et Adolphe Muzito ont pu faire le déplacement, les autres leaders étant représentés par de hauts cadres des différents partis. Le Congrès national africain (ANC) recevait pour la première fois l'opposition congolaise dans son siège à Johannesburg. Les opposants congolais ont pu rencontrer des responsables du parti au pouvoir en Afrique du Sud pour discuter de la situation en RDC et des élections à venir. Une rencontre à l'initiative des dirigeants congolais pour qui il s'agissait de solliciter l'expérience d'un des plus vieux partis de libération du continent. Depuis l'arrivée de Cyril Ramaphosa au pouvoir cette année, le parti voit d'un nouvel œil la crise congolaise. « Il était connu que l'ANC avait des relations un peu privilégiées avec le parti au pouvoir à Kinshasa, le PPRD, souligne David Julinot Makelele, le représentant de l'UNC en l'absence de Vital Kamerhe. Mais tel n'est plus le cas puisque l'ANC se fonde sur des textes qui nous régissent tous, en l'occurrence le protocole de la SADC. » Le protocole de la SADC auquel le gouvernement de Joseph Kabila a souscrit. Un moyen de pression, selon Gilbert Kankonde représentant de l'UDPS. « Cela permet justement aux pays de la SADC et à l'Afrique du Sud notamment de jouer un rôle plus actif parce qu'il y a des mécanismes juridiques auxquels notre pays a librement adhéré et qu'il doit absolument respectés », explique-t-il. L'ANC de son côté a répété son souhait de voir des élections libres, justes et pacifiques se dérouler en décembre. « Ils ont des clés d'action qu'ils peuvent actionner : ils peuvent demander au gouvernement de s'engager dans certaines directions d'action pour que la situation se décante en RDC et c'est cela que nous avons demandé précisément », précise Gilbert Kankonde. Avec l'ANC comme facilitateur, l'opposition cherche à maintenir sa pression sur le gouvernement de Joseph Kabila. L'Afrique du Sud de retour sur le devant de la scène diplomatique ? Et pour l'Afrique du Sud, il s'agit d'un virage. Depuis son arrivée à la tête de l'ANC et du pays, Cyril Ramaphosa affiche en effet sa volonté de se démarquer de son prédécesseur. Alors que l'ex-président Jacob Zuma était perçu comme soutenant coûte que coûte le président Joseph Kabila, allant jusqu'à fermer les yeux sur les multiples reports du calendrier électoral, Ramaphosa, lui, a pris une position plus ferme. Il s'est rendu à Kinshasa le mois dernier pour encourager son homologue congolais à ne pas briguer un troisième mandat. A travers l'ANC, le président Ramaphosa souhaite remettre l'Afrique du Sud sur le devant de la scène. Alors que pendant près de dix ans elle a été absente de la résolution des conflits sur le continent, Pretoria s'est dite prête à s'engager pour que le processus électoral aboutisse en République démocratique du Congo. L'Afrique du Sud ambitionne donc de

retrouver son rôle de faiseur de paix. D'autant plus que le pays siègera au Conseil de sécurité de l'ONU à partir de janvier 2019. (RFI)

Jeudi 20 septembre.

RDC : le BCNUDH a documenté 620 violations des droits de l'homme au mois d'août. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté 620 violations des droits de l'homme sur toute l'étendue de la RDC. « Ce qu'il faut retenir pour ce mois d'août 2018, c'est l'augmentation générale du nombre de violations des droits de l'homme. Le Bureau conjoint a documenté 620 violations des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire, soit une hausse par rapport à juillet 2018, où nous avons enregistré 515 violations des droits de l'homme. Le nombre de violations commises par les agents de l'Etat en août 2018 a presque doublé par rapport à juillet et ils sont responsables de près de 66% des violations documentées à travers le pays. Une baisse du nombre de cas d'atteintes attribuables aux groupes armés, responsables des 34% restants, a été documentée », a détaillé Abdoul Aziz Thioye. Toujours selon ce rapport, le Bureau conjoint a apporté son appui aux juridictions civiles et militaires en août dans le cadre de la lutte contre l'impunité. Ainsi, au moins 29 militaires et 13 policiers ont été condamnés pour des faits constitutifs des violations des droits de l'homme. En août 2018, le BCNUDH a organisé ou pris part à au moins 56 activités de renforcement des capacités des organisations de la société civile et des acteurs étatiques et non-étatiques sur les droits de l'homme, parfois conjointement avec d'autres sections de la Monusco et des partenaires externes. Dans le cadre de son programme de protection, le BCNUDH a traité 20 cas de menaces et violations des droits de l'homme à l'encontre de 40 personnes, dont cinq femmes, parmi lesquels 29 défenseurs des droits de l'homme, 10 victimes de violations et un journaliste, sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Kinshasa: marche réprimée du collectif CASC, 5 blessés. Le bilan des manifestations pacifiques organisées mercredi 19 septembre à Kinshasa par le Collectif d'actions de la société civile (CASC) et réprimée par la police fait état de cinq personnes blessées, dont trois grièvement. Herman Mbuwa, porte-parole du CASC, qui rapporte cette information à Radio Okapi, précise que sa structure réclame « une transition citoyenne en RDC » et désapprouve le processus électoral en cours. Pour sa part, le commissaire provincial de la police, le général Kasongo, se dit surpris par cette information. Il promet de vérifier les allégations du CASC avant de réagir.

Kinshasa : perte mensuelle de 2 milliards USD dans le marquage de produits pétroliers. La perte fiscale réalisée par la RDC chaque mois, après les opérations de marquages sur le taux de dilution des échantillons prélevés sur les produits pétroliers dans 137 stations-service dans la ville de Kinshasa, s'élève à environ 2 millions de dollars américains. La société américaine Authentix basée à Dallas, qui avait signé le contrat avec le gouvernement congolais depuis janvier 2016, va mener ces opérations de marquage pour lutter, d'une part, contre la fraude sur la qualité, la quantité et la nature des produits pétroliers, et d'autre part, sur les importations illégales, la contrebande et le détournement des produits pétroliers distribués sur le territoire congolais. D'après le ministre Aimé Ngoy Mukena, le programme de marquage de produits pétroliers est une mesure du secteur des hydrocarbures parmi les 28 mesures urgentes de la feuille de route du Gouvernement. Il a l'avantage de rapporter des recettes substantielles au Trésor public. Ce marquage doit se faire sur les carburants terrestres, notamment l'essence, le gasoil et le pétrole lampant. L'objectif est de lutter contre le commerce des produits des réseaux de contrebande.

Dégradation de la route Kisangani-Bunia : les usagers menacent de cesser de payer les taxes. Les travaux de réfection de la RN4 et la RN27 sont à l'arrêt malgré la forte dégradation de ces routes. Ce qui complique la circulation des personnes, des marchandises et des véhicules. Pourtant les services étatiques qui ont établi une vingtaine de barrages sur l'axe Kisangani-Bunia, long d'environ 700 km, continuent de percevoir les taxes. Dont celle du Fonds national d'entretien routier (FONER) en plus de « taxes » illégales qu'imposent les forces de l'ordre à ces barrages. Certains conducteurs des véhicules envisagent de ne plus payer au FONER. « Tous les services de l'Etat qui font des tracasseries et des rackets et qui sont ici ne foutent rien ! Qu'ils dégagent ! Nous allons nous débrouiller seuls ! Je regrette beaucoup ! Le FONER ne fait que percevoir l'argent. Mais il ne fait rien pour arranger la route. Regardez dans quel état nous sommes », se désole un autre usager de la même route.

Nord-Kivu : détournement de plus de 20 000 USD à la division provinciale de la justice. Les sources proches de la division provinciale de la justice précisent que deux agents de cette division, le chef de bureau et la caissière, munis d'un chèque, auraient été envoyés dans une banque de la place pour retirer les fonds. Celui-ci était destiné au fonctionnement de l'Etablissement de Garde d'Etat pour enfants de Rutshuru (EGEE), a indiqué la ministre provinciale de la justice, Jolie Feza Binti Mutia, à Radio Okapi. Mais, juste après le retrait, la caissière se serait volatilisée, emportant cette somme estimée à plus de 20 000 américains, souligne ces sources. L'EGEE de Rutshuru éprouve d'énormes difficultés de fonctionnement

depuis son ouverture, il y a un an. Une vingtaine d'enfants, qui y sont gardés, vivent actuellement sans assistance et présentent des signes de malnutrition. C'est pour faire face à la situation que l'Unicef a apporté cet appui financier à la justice. Le chef de bureau de la division provinciale de la justice, est aux arrêts alors que la cheffe de division Berthe Tchenanabo, est mise en examen, précise la ministre provinciale Jolie Feza Binti Mutia.

Bukavu : un cambiste abattu. Un changeur de monnaie bien connu à Bukavu a été tué par balle jeudi 20 septembre matin, alors qu'il quittait son domicile vers son lieu de service à la place Feu Rouge dans la commune de Dibanda. Deux personnes non autrement identifiées, transportés sur une moto, ont ouvert le feu sur lui à bout portant, lui logeant trois balles. Des cas similaires sont légion à Bukavu, où une dizaine de corps sans vie ont été ramassés depuis le mois passé.

Clôture de la convention sur la paix et la sécurité civile d'Uvira : la société civile pour la fermeture du cachot du Bureau 2. Les sociétés civiles de la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira demandent la fermeture du cachot du bureau des renseignements militaires Sokola 2 des Fardc appelé Bureau 2 à Uvira. Plus de cinquante acteurs représentant ces structures citoyennes ont signé mercredi 19 septembre une déclaration commune à l'issue d'une rencontre dénommée Convention sur la paix et la sécurité civile tenue à Sange. Pour ces acteurs, le Bureau 2 usurpe le pouvoir de la justice militaire en commettant des graves violations des droits de l'homme sur les détenus. Ils dénoncent plusieurs cas des civils détenus hors délai et sans procès-verbal.

Beni : des cantonniers réclament 11 mois de salaires impayés. Une centaine de cantonniers manuels de Beni réclament onze mois de salaires impayés. Certains d'entre eux étaient en sit-in mercredi 19 septembre devant la mairie de Beni (Nord-Kivu) pour demander l'implication de l'autorité urbaine. « Le problème, c'est que nous travaillons dans l'insécurité. Et avec cette insécurité, nous enregistrons 11 mois impayés, les enfants ne vont plus à l'école. Nous sommes venus à la maire pour qu'on nous aide. Qu'on nous amène notre argent », a affirmé un des manifestants.

Ceni : après la publication des listes définitives, cap vers le déploiement du matériel et la formation des agents. Après la publication des listes définitives des candidats aux élections présidentielle, législatives nationales et provinciales mercredi 19 septembre, la Ceni va se concentrer sur le déploiement du matériel électoral et la formation de ses agents. « Techniquement la Ceni est prête pour organiser les élections le 23 décembre ».

Kinshasa: les obstétriciens formés sur les détections des malformations. Les obstétriciens ont été formés sur les détections des malformations qui peuvent conduire à la mort du fœtus ou de la mère ce mercredi 20 septembre sous le thème « échographie fœtale: aide à la réduction de la mortalité périnatale ». Ce thème a été développé au cours des 5èmes journées d'échographies de Kinshasa organisées par la Fondation Molua en partenariat avec la Faculté de Médecine de l'Université de Kinshasa. Cette rencontre réunit des médecins venus de la ville de Kinshasa et des provinces de la RDC. Selon Jean Marie Kayembe, doyen de la faculté de Médecine, les médecins vont, au cours de ces journées, partager des expériences scientifiques. Pour sa part, la Fondation Molua appelle à la mise sur pied des mécanismes qui donnent accès aux femmes démunies à l'échographie.

Vendredi 21 septembre.

Procès meurtre experts UN : le tribunal autorise l'analyse ADN des objets saisis auprès des prévenus. Au cours de l'audience du 17 septembre dernier, le ministère public avait sollicité l'analyse par le FBI de certains objets comme un fusil de chasse de fabrication locale découvert dans la case de Gerard Kabongo, le frère du chef Bula Bula, cité au cours du procès comme l'un des leaders de la milice à Moyo Musuila. Parmi ces objets, il y a également une soutane rouge, un drap rouge et des bandelettes en tissu rouge trouvés sur le prévenu Tshiaba Kabeya. Sur la liste figure aussi un pistolet de fabrication locale et une douille rechargée contenant 23 billes métalliques. Le ministère public avait estimé que ces objets qui n'ont pas été soumis au test ADN pourraient permettre d'établir la preuve de la présence de certains acteurs sur les lieux du crime. Dans sa requête, l'accusation avait également soutenu que les laboratoires de la police technique et scientifique de la police congolaise n'étaient pas outillés pour le prélèvement et l'analyse des échantillons de sang et d'ADN. D'où le recours au FBI. Dans sa décision rendue au cours de l'audience de ce jeudi, le tribunal juge fondée la requête du ministère public et lui demande de prendre contact avec l'expert possédant les capacités nécessaires pour cette faire cette expertise.

Kinshasa : des arbres coupés pour élargir la chaussée à Bandalungwa. Les arbres sont coupés depuis mardi 19 septembre sur l'avenue Kasavubu sur le tronçon compris entre les avenues Kisangani et Bakayawu dans la commune de Bandalungwa afin d'élargir la chaussée. Selon le bourgmestre de la commune de Bandalungwa, Adrien Longange, le président de la République Joseph Kabila avait ordonné le curage de la rivière Makelele sous le pont Lunda Bululu pour

éviter les sinistres connus par le passé par les populations riveraines lors des grandes pluies ainsi que l'élargissement de l'avenue Kasavubu afin de réduire les embouteillages monstres dont il a été lui-même témoin sur le tronçon de l'avenue Kisangani et Bakayawu. C'est ce qui explique la coupe des arbres observée sur cet espace. A ceux qui s'inquiètent de la coupe de ces arbres, le chef de l'administration de Bandulungwa affirme que des dispositions ont été prises pour planter sur un site de sa juridiction le triple des arbres coupés sur ce tronçon. Mais il ne précise pas l'endroit où seront plantés ces arbres.

Beni: marche de la Lucha pour un processus électoral crédible. Les militants du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement ont organisé une marche pacifique jeudi 20 septembre dans la ville de Beni et à Kasindi, dans le territoire de Beni pour exiger la tenue d'élections crédibles et pacifiques en RDC. Des dizaines des manifestants ont défilé sur le boulevard Nyamwisi jusqu'à la mairie de Beni avec des foulards bandés sur la bouche. Dans sa déclaration, la Lucha/Beni exiger des autorités un certain nombre des préalables pour des élections crédibles et pacifiques dans le pays. L'usage de la machine à voter lors des élections du 23 décembre ne fait pas l'unanimité, déplore le mouvement citoyen ; avant de pointer « la Commission électorale nationale indépendante elle-même qui est en train de dépendre des ordres qui sont donnés par les dirigeants. » Pour la Lucha, le climat politique actuel n'est pas propice à la tenue d'élections apaisées.

Kananga : l'église catholique déplore les cambriolages des couvents des religieuses. L'église catholique dénonce le climat d'insécurité qui prévaut dans la ville de Kananga depuis quelques semaines. Dans un message adressé jeudi au gouverneur du Kasai-Central, l'archevêque de Kananga, Monseigneur Marcel Madila, déplore notamment le cambriolage des couvents des religieuses enregistrés ces derniers jours. Le document fait état d'une « peur bleue » qui règne dans la ville de Kananga depuis le mois d'août. « Les familles sont visitées par des inciviques armés qui extorquent biens et argent », peut-on y lire. Dans son message, l'archevêque s'inquiète notamment des cambriolages dont ont été l'objet des couvents de religieuses. Trois cambriolages ont été opérés depuis le début du mois de septembre. Le message de l'archevêque fait également allusion - sans plus de précisions - à des malfrats libérés de la prison moyennant quelque somme d'argent.

L'armée annonce la reprise de plusieurs localités à Uvira. Le commandant du secteur opérationnel Sokola 2 au sud du Sud-Kivu, le général de brigade David Rugahi Sengabo, a annoncé vendredi 21 septembre matin avoir repris plusieurs localités contrôlées par les miliciens de Yakutumba. La reprise a été effectuée après des violents combats qui ont eu lieu ces deux derniers jours. Les Fardc disent avoir encerclé les assaillants à Maï Ndombe, le dernier verrou sous contrôle de « l'ennemi », avant de progresser vers la cité de Kilembwe. Mais jeudi, les sources militaires ont parlé des violents combats qui ont eu lieu à Tubangoyi et des morts seraient comptés dans les deux camps, sans autres précisions. La société civile locale affirme que plusieurs villages sont désertés de leurs habitants qui craignent d'être accusés de complicité avec l'ennemi. Les Maï-Maï Yakutumba se seraient retirés sans combats dans les villages récupérés ce jour par les Fardc.

Des présumés coupeurs des routes arrêtés à Mitwaba. Trois personnes soupçonnées d'être des coupeurs des routes ont été arrêtées mercredi à Mitwaba à plus de 400 km de Lubumbashi dans le Haut-Katanga, ont annoncé les autorités locales vendredi 21 septembre. Ces hommes étaient surpris par la patrouille de la Police nationale congolaise (PNC), alors qu'ils avaient déjà pris en otage cinq camions et sept motos qui transportaient des marchandises. Ces présumés coupeurs de routes appartiendraient à des groupes armés actifs dans la région. La population locale s'en est prise à toutes ces trois personnes. Elle en a lynché deux, qui sont mortes sur place. La troisième, grièvement blessée a été conduite à l'hôpital. Mais, elle a trompé la vigilance des gardiens pour prendre les larges. Elles sont accusées d'avoir saisi et immobilisé des camions, des motos et emporté toutes les marchandises qu'ils transportaient. Cette information a été confirmée par plusieurs sources, dont l'administrateur du territoire de Mitwaba, Mboa Kalenga. Ce dernier précise qu'au départ, ces présumés bandits étaient au nombre de quatre. Un s'était échappé à l'arrivée des patrouilleurs. Ces derniers temps, le phénomène coupeurs de routes est plus signalé sur les axes Toyota -Mitwaba, Kyubo - Mukanga et Kasungeji - Kabanda, indique la police locale. La même source plaide pour l'organisation des patrouilles mixtes FARDC et PNC sur les axes suspects pour démanteler ces bandits qui sèment la terreur dans la région.

Ituri : une dame est décédée du virus à Ebola à Tchomia. Une femme est décédée, jeudi 20 septembre, à l'hôpital général de référence de Tchomia, à soixante km au sud de Bunia (Ituri). Le vice-gouverneur de la province de l'Ituri, Pacifique Keta, indique que les résultats des échantillons envoyés au laboratoire de l'Institut national de recherche biologique (INRB), basé à Beni au Nord-Kivu, sont positifs. La victime a participé aux enterrements des cas de maladie d'Ebola à Beni de deux malades.

Présidentielle : pour Moka, la liste définitive des candidats devait attendre son recours au conseil d'Etat. La Commission électorale nationale indépendante ne devait pas publier la liste définitive des candidats aux élections du 23

décembre, affirme Jean-Paul Moka, dont la candidature à la présidentielle a été écartée par la Commission électorale et la Cour constitutionnelle. Dans une déclaration faite jeudi 20 septembre à Radio Okapi, il estime que le Conseil d'Etat devrait d'abord se prononcer sur son cas de recours.

Kinshasa : la police veut endiguer la prostitution des mineures, appelée « Ujana ». La police nationale congolaise (PNC) s'en va-t'en guerre contre la prostitution des mineures, sous le label « Ujana ». Une campagne a été lancée vendredi 21 septembre à Kinshasa, a informé le commissaire provincial de la police de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo. « Cette opération consistera à arrêter tout majeur qui sera trouvé avec une mineure dans les débits de boissons, hôtels ou tout endroit suspect. Et puis on va déférer la mineure dans le tribunal pour enfant. Et le majeur sera déféré au parquet pour qu'il subisse la rigueur de la loi », a expliqué le général Kasongo Sylvano. Les majeurs seront punis pour viol, selon l'officier de la PNC, parce qu'il n'y a pas consentement quand il s'agit des mineures. En outre, « toute personne qui porte une tenue légère où toutes les parties intimes sont visibles seront interpellées. » « C'est une infraction, attentat à la pudeur », a-t-il menacé.

Butembo : deux présumés Mai-Mai tués dans une attaque armée. Deux présumés Mai-Mai ont été tués, lors d'une attaque armée vendredi 21 septembre dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. Ces assaillants ont attaqué le camp militaire de Rughenda, dans la commune de Bulengera, créant une panique généralisée à Butembo en cette journée internationale de la paix, relate le rapporteur général de coordination urbaine de la société civile de Butembo, Van Germain Katsiwa. Il appelle la population à dénoncer tout mouvement suspect pour permettre à l'armée de combattre les assaillants.

Samedi 22 septembre.

RDC-Présidentielle : le candidat Théodore Ngoy appelle Jean-Pierre Bemba à le soutenir. Le candidat à la présidentielle, Théodore Ngoy, invite le sénateur Jean-Pierre Bemba, écarté de la course, à le soutenir lors de l'élection du 23 décembre prochain. « J'ose espérer que M. Bemba, que j'ai soutenu en 2006 sur base d'un accord politique, appellera tous ceux qui sont avec lui à me soutenir pour que je sois élu président de la République et que j'établisse un Etat de droit », affirme le pasteur Théodore Ngoy. Théodore Ngoy invite par ailleurs la Ceni à écarter la machine à voter qui, selon lui, n'a aucun fondement constitutionnel ni légal. Il dit être confiant que les élections se dérouleront sans la machine à voter, tel que le président de la Ceni, Corneille Nangaa, lui aurait dit après leur entretien. Il a aussi plaidé pour la libération de prisonniers politiques.

Installation des machines à voter dans les aéroports de Kinshasa. La Commission nationale électorale indépendante a installé vendredi 21 septembre quatre machines à voter à l'aéroport international de N'djili (trois) et à l'aérodrome de Ndolo (une). L'opération entre dans le cadre de la sensibilisation sur cet outil électoral, lancée par la Ceni.

Le maire de Bukavu accusé de mauvaise gestion. La Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique électorale (SAJECEK Forces vives) dénonce la mauvaise gestion à la mairie de Bukavu et se demande où va l'argent perçu à travers les taxes et la rétrocession. Dans son bulletin surprise numéro 56 du 21 septembre 2018, SAJECEK énumère une série de griefs à l'endroit du maire Meschac Bilubi. Le maire de Bukavu de son côté dit ne pas se sentir concerné par ces propos des jeunes qui, selon lui, cherchent à se forger une notoriété à travers sa personnalité. Il invite ces derniers à brandir des preuves qui attestent leurs allégations.

Kisangani : la société civile sceptique sur la tenue d'élections crédibles ; La société civile de la Tshopo dit redouter la non-organisation d'élections crédibles, libres et transparentes dans cette province. Pour le président de cette organisation, David Yofemo la sensibilisation des populations sur la machine à voter et le respect des libertés publiques font encore défaut dans sa province.

RDC: la MOE SYMOCEL recommande à la CENI le consensus sur la machine à voter ; Le rapport final de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (MOE SYMOCEL) sur la réception, le traitement et le contentieux des candidatures aux élections du 23 décembre en RDC a été présenté vendredi 21 septembre à Kinshasa devant la presse. Il recommande à la Ceni d'œuvrer pour qu'il y ait consensus des parties prenantes autour de l'utilisation des machines à voter, du fichier électoral, de la décrispation de l'espace politique, des défis logistiques et du financement de ces élections. Tout en saluant les avancées dans ce processus, le chef de la mission d'observation électorale MOE SYMOCEL, Bishop Abraham Djamba, a souligné que le grand défi à relever pour un processus électoral apaisé, crédible et inclusif reste le consensus sur les questions cruciales.

Lac Kivu : les armateurs dénoncent la multiplicité de taxes illégales. L'association des armateurs sur le lac Kivu (ASSALAK) dénonce la multiplicité des services percepteurs illégaux dans les ports. Elle demande aux responsables des services concernés de cesser avec les intimidations et menaces exercées sur les armateurs. Ces derniers expriment leur ras-le-bol dans un document signé vendredi 21 septembre à Bukavu, au terme d'une réunion de clarification sur les perceptions illégales. Les armateurs dénoncent le non-respect des textes ministériels interdisant aux services non autorisés la perception des taxes dans les ports. A leur grande surprise, tous les arrêtés sont foulés au pied par les responsables des services au niveau de la province.

Dimanche 23 septembre.

La machine à voter et le fichier électoral de la Ceni ne sont pas crédibles pour des élections apaisées (Bemba). « Nous voulons des élections crédibles. Nous ne voulons pas être dupés. Nous ne voulons pas avoir des résultats qui ne reflètent pas la volonté de la population. C'est ainsi que j'attire l'attention de tout le monde. Je demande à la Ceni de mettre à l'écart cette machine. Il faut également refuser le fichier électoral qui contient les six millions d'électeurs. Nous ne pouvons pas accepter d'avoir des élections dans ces conditions. Nous ne devons pas accepter qu'ils nous trompent avec de faux résultats de vote. Nous ne devons pas accepter d'aller aux élections dans ces conditions-là. Si nous y allons, soyez sûrs que les résultats finaux sont déjà connus », a affirmé Jean-Pierre Bemba. Il demande également au gouvernement de « libérer les médias publics » et de garantir la sécurité à tous les candidats députés et présidents de la République.

Nord-Kivu : Au moins 18 morts dans une attaque des présumés ADF dans la ville de Beni. Dix-huit personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balle lors d'une nouvelle incursion des présumés ADF samedi dans la soirée dans la commune de Rwenzori de la ville de Beni. Les mêmes sources affirment que 14 civils et 4 militaires ont été tués. Elles font aussi remarquer que des kiosques ont été pillés par les présumés ADF pendant cette incursion. Ce bilan qui est identique à celui donné par les sources sécuritaires n'est pas encore confirmé par les FARDC.

Ituri: au moins 5900 enfants déplacés ne vont pas à l'école. Plus de cinq mille neuf enfants déplacés de guerre du territoire de Djugu hébergés dans les deux sites de Bunia ne vont pas toujours à l'école depuis la rentrée des classes. Leurs parents s'inquiètent car la majorité n'a pas étudié l'année dernière. Ils demandent au gouvernement d'organiser leur retour pour la scolarisation de leurs enfants dans leurs milieux d'origine. Les sites de déplacés de l'ISP Bunia et de l'Hôpital général de Bunia hébergent environ 2800 ménages constitués essentiellement des enfants. Selon le service de protection civile, il y a 5900 enfants au camp de l'Hôpital Général dont la plupart sont en âge scolaire. Selon leurs parents, tous ne vont pas à l'école pour la deuxième année scolaire consécutive.

Nord-Kivu : les élèves de 8 écoles de Walikale étudient dans des conditions inconfortables. Certaines écoles n'ont pas des infrastructures scolaires appropriées et les enfants étudient à ciel ouvert, à même le sol en cette période pluvieuse. C'est notamment à l'EP Ikobo, Kisimbi, Kigoma, Bushalingwa, Kateku, Mutandala, Kigoma et Kalehe dans le groupement Ikobo. Dans cette partie de territoire du Nord-Kivu, certaines écoles conventionnées protestante, catholique et officielle sont concernées par la situation. Les élèves étudient dans de conditions très difficiles affirme notre source.

« Nous avons droit à une protection égale comme ceux qui vivent ailleurs en RDC » (Témoin des tueries de Beni). « Que les autorités congolaises se souviennent que nous sommes des citoyens Congolais et nous avons droit à une protection égale comme ceux qui vivent à Bukavu, à Kinshasa, et partout ailleurs dans la République. On ne comprend pas pourquoi depuis plus de 4 ans, nous sommes massacrés, nous sommes égorgés jour et nuit, mais on ne trouve pas des solutions. Cela nous surpasse », s'est indignée une dame qui a perdu quatre proches dans une attaque des présumés ADF à Beni. En fait, dix-huit personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balle lors d'une nouvelle incursion des présumés ADF samedi dans la soirée dans la commune de Rwenzori de la ville de Beni, samedi 22 septembre. « Pour le moment, il n'y a plus des tirs. Le matin, la population qui s'est rassemblée à l'Hôpital général voulait se soulever. Elle a vite été maîtrisée par la police ».

Beni : 155 enfants sont orphelins ou séparés de leurs parents suite à Ebola, selon l'Unicef. « Ce chiffre inclut des enfants qui ont perdu des suites d'Ebola l'un des parents ou les deux, ou leur tuteur, ainsi que ceux qui sont restés seuls parce que leurs parents sont en quarantaine dans un centre de traitement Ebola », a souligné le porte-parole de l'Unicef à Genève au cours d'une conférence de presse vendredi 21 septembre à Genève. « La perte d'un parent est une expérience bouleversante pour un enfant », a déclaré dans un communiqué, le Représentant de l'Unicef en RDC. « Notre mission est de protéger les enfants contre les conséquences du virus Ebola », a ajouté Dr Gianfranco Rotigliano. Depuis le début de l'épidémie d'Ebola, l'UNICEF et ses partenaires ont ainsi formé 219 agents psychosociaux pour identifier les besoins

spécifiques des enfants orphelins et non accompagnés et leur fournir une assistance. L'Agence onusienne a également fourni du matériel scolaire et des uniformes aux 112 orphelins d'Ebola et aux enfants non accompagnés en âge scolaire et payé leurs frais de scolarité. « Nous avons déployé 7 nutritionnistes pour aider les enfants orphelins et non accompagnés dans les centres de traitement. Nous avons également sensibilisé 3.163 directeurs d'école et enseignants de 326 écoles pour soutenir la réinsertion des enfants touchés par la maladie et éviter leur stigmatisation », a conclu le porte-parole de l'Unicef.

Capitaine Mak Hazukay : « Le territoire de Beni fait face au terrorisme des ADF commandés par les ougandais ». Le capitaine Maka Hazukay, porte-parole du secteur opérationnel Grand nord et des opérations sokola1 affirme que le territoire de Beni fait face au terrorisme ADF. Selon lui, le combat contre ce terrorisme exige le réveil de tous les Congolais. Il donne le bilan officiel de cette attaque meurtrière. Il affirme que ces rebelles s'infiltrèrent au sein de la population depuis que les militaires loyalistes ont lancé des opérations contre leurs positions. Déjà, le 9 septembre les ADF avaient attaqué deux quartiers de la ville de Beni, Ngadi et Nzuma, dans la commune Rwenzori.

Processus électoral : « l'heure n'est plus au recul », selon Jean-Lucien Bussa. « Aujourd'hui l'heure n'est plus au recul. Je pense que nous avons obtenu l'essentiel de notre combat commun. Le tronc commun de notre combat était le respect de la constitution, l'alternance démocratique, la certitude de la tenue des élections. Et ce qui nous reste, c'est une élection crédible et transparente. Et là-dessus, c'est de la responsabilité de la Ceni », a indiqué M. Bussa, ministre au Commerce extérieur et membre du parti Courant des démocrates rénovateurs. Selon lui, la machine à voter ne peut pas bloquer le processus électoral.

Lundi 24 septembre.

Nord-Kivu : grève générale à Beni pour protester contre le massacre du week-end. Les activités étaient au point mort lundi 24 septembre à Beni, ville du Nord-Kivu où des présumés rebelles ADF ont tué au moins 18 personnes dans la commune de Rwenzori la nuit de samedi à dimanche. A l'appel de la société civile locale, commerces et écoles sont restés fermés et aucun véhicule de transport en commun n'était visible dans la ville. Près d'une centaine d'étudiants sont descendus dans la rue protester contre ce énième massacre dans cette ville régulièrement victimes d'attaques aux armes à feu et à la machette depuis 2014. Les militants du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) se sont joints à cette marche. « Les étudiants sont fâchés parce qu'ils constatent l'incompétence du gouvernement. On dirait qu'à Beni nous n'existons pas.

On dirait que Beni n'est pas dans la République Démocratique du Congo. Ces incompetents, nous devons les remplacer », s'est emporté Clovis Mutsuva, le Coordonnateur des étudiants de Beni. Les attaques de ce week-end sur la ville de Beni ont fait des morts dans toutes les couches de la population. Un chef de travaux et une étudiante ont été tués, des taximen et des commerçants ont également été touchés. Le bilan provisoire est de 18 morts dont 14 civils et 4 militaires Fardc.

Ituri : six morts dans deux attaques d'hommes armés à Bule et Tagba. Six personnes, dont deux militaires et quatre civils, ont été tuées dans deux attaques d'hommes armés contre une position des Forces armées de la RDC à Bule dans le territoire de Djugu et à Tagba dans celui d'Irumu, en Ituri. Le village de Bule a été attaqué ce lundi 24 septembre à 5 heures locales tandis que celui de Tagba a été la cible d'hommes armés la veille vers 21 heures locales. Selon plusieurs témoins, les assaillants qui étaient lourdement armés se sont ensuite retirés vers une destination inconnue. Le centre de négoce de Bule est situé à 70 km au Nord de Bunia dans la chefferie de Bahema Badjeri. Le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, Jean-Bosco Lalo indique qu'un militaire et son enfant sont morts calcinés tandis qu'un autre a été égorgé. Un autre civil est mort par balle perdue. Un autre groupe d'assaillants a attaqué la nuit dernière le camp de pêche de Tagba dans le sud d'Irumu. Le chef de secteur de Bahema sud rapporte que deux civils ont été tués. Il ajoute que d'autres sont portés disparus et plusieurs biens de valeur ont été emportés.

Beni : les Fardc et la Monusco ont déjoué des tueries à grande échelle. Les forces de la Monusco ont combattu, aux côtés des Fardc, les assaillants, auteurs du massacre qui a fait samedi dernier au moins 18 morts dont des militaires, à Kasinga et à Faïda, au sud-est de la ville de Beni, les empêchant ainsi de commettre des tueries à grande échelle. « L'analyse que nous avons faite maintenant montre que l'action qui a été menée par nos forces et par les forces militaires congolaises a permis d'éviter sans doute des drames plus importants à l'occasion de cette attaque de samedi », a affirmé le général Bernard Commins, commandant adjoint des forces de la Monusco. Selon lui, les assaillants avaient pour « objectif d'entrer peut-être plus profondément dans la ville de Beni. ».

Haut-Katanga : 32 cas suspects de choléra à Kapolowe. Au total, 35 cas de diarrhée et vomissement ont été enregistrés au village Lukutwe, à 65 kms de Lubumbashi sur la route Likasi dans la zone de santé de Kapolowe, province du Haut-

Katanga. D'après le médecin chef de la zone de santé de Kapolowe, onze malades suspects de cholera sont hospitalisés, mais d'autres ont évolué positivement et ont déjà quitté l'hôpital.

Le cortège du vice-ministre Basile Olongo attaqué dans le Sankuru. Le vice-ministre Basile Olongo, en séjour dans la province du Sankuru, quittait Lodja pour Katako Kombe, renseignent les témoins. Arrivé à Hiandja ya tombola (à environ 80 km de Lodja), la route était coupée avec de gros troncs d'arbres. Subitement des personnes non identifiées ont surgi des bosquets et se sont mis à tirer des balles sur le véhicule de tête. Ils ont également fait usage des machettes pour casser les vitres de la voiture et obliger les passagers à descendre. Pendant que les insurgés s'occupaient du premier véhicule du convoi, le conducteur du vice-ministre a réussi à prendre un détour pour ramener Basile Olongo à Kole.

Kasaï: accusé d'avoir ordonné l'exécution des experts UN, Vincent Manga se dédouane. Vincent Manga, l'un des principaux prévenus du procès du meurtre des experts de l'ONU a relaté lundi 24 septembre ce qu'il dit avoir vu au cours de la journée du 12 mars 2017, où Zaida Catalan et Michael Sharp avaient été tués dans le village Moyo Musuila au Kasaï-Central. **Le « tshiota » de Moyo Musuila.** Vincent Manga reconnaît avoir été présent dans ce village le jour du meurtre. Mais, il dit y être arrivé le mardi précédent l'exécution des experts pour être baptisé au tshiota ; afin de «se protéger» grâce aux «fétiches» de la milice dont il nie avoir été un responsable ou un combattant. Dans son récit, le prévenu met principalement en cause deux personnes : Jean Bosco Mukanda et Gérard Kabongo. Selon M. Manga, le premier revenait ce 12 mars 2017 de Kananga où il était allé acheter des munitions pour la milice et c'est M. Mukanda qui a informé par téléphone les miliciens de l'arrivée du convoi des experts. Le prévenu met également en cause Gérard Kabongo qu'il accuse d'avoir ordonné l'exécution des experts et de leurs accompagnateurs conduits par les miliciens dans la concession de Bula Bula après leur arrestation sur le pont Moyo. **Dans l'attente de la confrontation.** Le ministère public estime que certaines informations révélées par Vincent Manga - notamment sur les munitions des miliciens - ne pouvaient être connues que par un responsable de la milice. Dans sa déposition, M. Manga a notamment relaté que les miliciens n'avaient plus de munitions. C'est ce qui explique qu'on aurait remis qu'une seule cartouche aux miliciens envoyés pour intercepter le convoi des experts sur le pont Moyo. «Vincent Manga n'est pas un passant [à Moyo Musuila]. C'est un chef à qui on rend compte», croit savoir le ministère public. Après les révélations de Bula Bula, Ilunga Lumu et Vincent Manga, le ministère public estime qu'il faudrait maintenant les confronter entre eux et avec les renseignants, qui ont déjà déposé devant le tribunal.

Beni : la situation sécuritaire reste inquiétante, selon Julien Paluku. La situation sécuritaire de Beni reste inquiétante, a indiqué le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, 72 heures après les tueries intervenues dans cette ville. Selon lui, un bilan provisoire fait état de 18 morts, en attendant le ratissage en cours sur place. Tout en déplorant ces tueries à répétition, Julien Paluku estime qu'il est question du terrorisme.

Mardi 25 septembre.

Ebola : un nouveau cas confirmé à Tchomia dans l'Ituri. Un homme habitant Tchomia, dans la province de l'Ituri, est atteint de la maladie à virus Ebola. La partenaire de cet homme est morte récemment d'Ebola dans la localité de Tchomia. La personne actuellement malade a été placée en isolement au Centre Hospitalier de Kasenyi. Depuis la déclaration de l'épidémie d'Ebola le 1er août 2018, 150 cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont 119 confirmés et 31 probables. Sur les 119 confirmés, 69 sont décédés et 41 sont guéris. Depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, 11.563 personnes ont été vaccinées. Au regard de cette situation épidémiologique, le gouverneur de province du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, encourage toute la population locale à continuer à respecter les mesures mises en place par les responsables sanitaires dans le cadre de la lutte et la riposte contre la maladie à virus Ebola.

La société civile de Beni prolonge les journées ville morte. La société civile a décidé de prolonger les journées ville morte, débutées lundi 24 septembre, sur une période d'une semaine. A l'issue d'une réunion de toutes ses composantes, les forces vives de Beni ont exigé la présence, sur place à Beni, du ministre de la Défense et de son collègue de l'Intérieur pour évaluer ensemble avec la population de Beni, les retombées des opérations militaires contre les ADF dans la région. Kizito Bin Hangi, le président de la société civile de Beni, a par ailleurs condamné le comportement de la police. « A la société civile, alors que l'on était en pleine réunion, on a été surpris d'être victime d'une bombe lacrymogène jetée par un major de la police », a affirmé Kizito Bin Hangi. Les journées ville morte ont commencé lundi à Beni. A cette occasion, membres de la société civile, étudiants et militants de la Lucha ont marché pour dénoncer les attaques à répétition dans cette partie du Nord-Kivu et « silence complice des autorités congolaises et de la communauté internationale. » Cette démarche de la société civile n'est pas partagée par le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku.

Général Bernard Commins : « Ceux qui nous reprochent d'être impuissants se trompent ». « Ceux qui nous reprochent d'être impuissants, malheureusement se trompent. Ceux qui nous reprochent de ne pas intervenir, malheureusement se trompent. Nous avons, à de très nombreuses reprises, malheureusement à cause de la violence qui existe et à laquelle nous faisons face avec les forces de sécurité congolaise, nous avons systématiquement répondu et nous avons toujours déployé des forces aussi vite que nous avons eu l'information. Notre action sera d'autant plus efficace que nous aurons l'information nécessaire en temps voulu. Je parle aussi de l'information dont certaines personnes civiles disposent parce qu'elles peuvent voir des gens suspects. Je m'adresse à ceux qui nous écoutent pour leur dire que nous avons besoin qu'ils nous donnent des informations sur ce qui leur paraît suspect. L'identification précise des assaillants est une vraie difficulté. Malheureusement, nous le savons, parfois ils se déguisent, ils utilisent des tenues militaires. Sur ces assaillants, nous n'avons pas aujourd'hui des informations très précises, mais nous savons où ils ont frappé, a indiqué le général Bernard Commins, commandant adjoint des forces de la Monusco.

Assemblée générale de l'ONU : occasion pour témoigner de ce que font la Monusco et les Congolais. « C'est une opportunité de faire passer tous les messages de paix, tout le travail que nous faisons pour faire en sorte que les élections en RDC se passent bien, que la situation sécuritaire s'améliore parce que c'est un grand défi pour tout le monde. Pour moi la représentante du secrétaire général de l'ONU, je viens pour parler de ce que nous faisons en RDC mais aussi de ce que font les Congolais eux-mêmes dans leur pays pour améliorer la situation, pour avancer, pour construire un pays de paix, un pays où les enfants ont de l'espoir et où demain l'Afrique pourra être fier de ce pays », a expliqué Mme Zerrougui. La 73ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies à New York a pour thème « faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ».

Sud-Kivu : les miliciens de Yakutumba se retirent de Kilembwe. Les forces coalisées des miliciens Malaïka et Yakutumba se sont retirées de la cité de Kilembwe en territoire de Fizi, au Sud-Kivu, renseigne la société civile de Fizi. Ces miliciens ont occupé pendant une semaine ce chef-lieu du secteur de Lulenge après des violents combats contre les Fardc. D'après le coordonnateur du Réseau local de protection des civils dans Uvira et Fizi, Yves Ramazani wa Ramazani, les hommes de Yakutumba se sont retirés sans combats à Kilembwe après avoir perdu la localité de Maï Ndombe. Ils se sont dirigés vers Katupu dans la forêt de Hewa Bora, toujours dans le territoire de Fizi. Selon le chef de cellule de communication des Fardc au secteur opérationnel Sokola 2 au sud du Sud-Kivu, le lieutenant Jacques Kyenge, le général David Rugahi coordonne ces opérations militaires sur le terrain. Il demande aux habitants ayant fui les affrontements de quitter la brousse et de regagner leurs domiciles. Au cas contraire, fait-il remarquer, ils risquent d'être « confondus à l'ennemi ». Des violents combats ont opposé les miliciens aux forces loyalistes aux villages Kipupu, Panda, Lwiko, Gwado, Kabeya, Penemende, Maï Ndombe, Kiyungu et Turungu.

Kananga : des postes de police pour lutter contre le cambriolage des couvents des religieuses. « Il y a des couvents qui sont à des endroits très reculés. C'est comme ça que j'avais instruit l'inspecteur provincial de la police de sécuriser tous ces couvents avec ou sans la volonté des sœurs, pour qu'on puisse mettre des postes de la police à des endroits plus proches de tous ces couvents. Nous avons mis beaucoup de stratégies en place. On ne dort pas par rapport à la sécurité. Que ça soit la sécurité des religieuses ou de la population en général », a indiqué le gouverneur Denis Kambayi. Le gouverneur du Kasai Central appelle la population à accompagner les différentes mesures sécuritaires visant à mettre fin à l'insécurité.

Kasai Oriental : l'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi fermé au trafic. L'aéroport national de Bipemba dans la ville de Mbuji-Mayi est fermé au trafic depuis dimanche 23 septembre. Les services techniques de la Régie des voies aériennes (RVA) ont entrepris des travaux de réparation d'une partie de la piste d'atterrissage totalement dégradée. Avec cette interruption des vols sur Mbuji-Mayi, la mobilité des opérateurs économiques, des humanitaires et d'autres couches de la population est quasi impossible. Depuis dimanche, aucun aéronef n'a atterri à Mbuji-Mayi. La piste abîmée sur une surface de plus de 120 m2 et présentant un risque pour la circulation des avions est en réparation.

Mbuji-Mayi : validation des micro-projets d'appui aux communautés forestières. La 7e édition du projet d'appui aux communautés dépendant de la forêt s'est clôturée samedi 22 septembre à Mbuji-Mayi. Durant trois jours, les représentants des peuples autochtones de Lupatapata, Lusambo, Lubao, Lubefu et Kabinda, cinq territoires du Kasai-Oriental, dans son ancienne configuration, ont eu à valider des micro-projets à soumettre au financement de la Banque mondiale. « Le projet va intervenir dans des activités de base. C'est-à-dire des projets locaux qui ont un lien avec la gestion de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. » Il s'agit, par exemple, de projets de reboisement ou de restauration des écosystèmes forestiers. Keddy Bosulu précise que les projets liés à l'agriculture durable sont aussi éligibles.

Maniema : plaidoyer pour l'affectation des magistrats dans les tribunaux. La société civile du Maniema plaide pour l'affectation rapide des magistrats dans les tribunaux de paix et de grande instance de cette province pour mettre fin à l'impunité. Elle affirme que le parquet général ne fonctionne qu'avec un seul magistrat, le procureur général lui-même. A l'exception du tribunal de grande instance et du tribunal de paix de Kindu, les trois autres tribunaux de grande instance et les six autres tribunaux de paix de l'intérieur de la province ont du mal à fonctionner, faute des magistrats.

Kananga : décès d'une mineure à la suite d'un viol collectif. Une fille de 14 ans est décédée jeudi 20 septembre à la suite d'un viol collectif, indiquent ce mardi 25 septembre le médecin qui l'a reçue à l'hôpital et le tribunal de grande instance de Kananga. Une femme âgée de 32 ans, accusée de proxénétisme est gardée au cachot du parquet près le Tribunal de grande instance de Kananga. Elle est accusée d'avoir recruté ladite fille de 14 ans pour rendre des services sexuels au convoyeur d'un camion.

Mercredi 26 septembre.

Election du 23 décembre : la Ceni est techniquement prête, indique Nangaa. « Nous avons notre plan logistique en marche. La formation qui est lancée avec l'identification et le recrutement des agents, les repérages des bureaux de vote, nous avons la sensibilisation qui doit continuer sur l'outil de la technologie électorale. Mais tout cela techniquement étant prêt, nous disons le 23 décembre il y aura élections. S'il y a d'autres considérations politiques qui ne concernent pas la Ceni, ça n'engage que les politiciens. C'est à eux de le dire. Ce n'est pas à notre niveau d'en décider », a indiqué Corneille Nangaa. Le président de la Ceni a indiqué que les derniers containers des machines à voter arrivent au pays entre le 25 octobre et 5 novembre 2018. D'après lui, de 109 containers de kits électoraux qui sont en mer en provenance de la Chine, 36 sont déjà arrivés au port de Matadi. D'autres containers viennent par le port de Mombassa avec du matériel qui sera déployé à Goma, Bunia, Kisangani. M. Nangaa a affirmé aussi que le gouvernement est en train d'exécuter le plan de décaissement pour financer toutes les opérations retenues dans le calendrier électoral. Certains opposants qui ont participé à cette réunion affirment qu'ils sont sortis de cette réunion non satisfaits des réponses données sur l'usage ou pas de la machine à voter.

A l'ONU, Kabila dénonce l'ingérence et appelle au départ des forces onusiennes. S'exprimant mardi 25 septembre à la tribune de l'ONU lors de la 73e session de l'Assemblée générale de l'organisation, le président de la RDC, Joseph Kabila a dénoncé l'ingérence de certains gouvernements dans les affaires relevant de la souveraineté de son pays. « Nous ne saurons pas faire de l'ONU une organisation pour tous si l'ingérence caractérisée de certains gouvernements dans les affaires relevant, sans aucun doute, de la politique intérieure des États, en violation des règles qui la régissent, est dangereusement tolérée, sinon banalisée », a déclaré le chef de l'Etat congolais. Ce qui explique la position de son pays à « s'opposer à toute ingérence dans le processus électoral en cours, et de financer l'entièreté de ses coûts opérationnels ». Joseph Kabila a par ailleurs souligné le « caractère irréversible » de la tenue des scrutins législatifs et présidentiel prévus à la fin de cette année. Sur ce point, le président congolais s'est réjoui du respect des échéances prévues, à ce jour, dans le calendrier électoral. Concernant les casques bleus déployés dans le pays dans le cadre de la Mission de l'Onu pour la stabilisation de la RDC, le chef de l'Etat congolais exige à nouveau leur retrait. Pointant du doigt, les pays du Nord qui détruisent l'environnement à cause de la forte industrialisation, le président de la RDC a estimé que la flore et la faune des pays disposant des massifs forestiers considérables ne devraient pas servir simplement d'ornement « sous le prétexte de constituer le poumon de l'humanité » sans contreparties des pays occidentaux malgré de nombreux « engagements maintes fois souscrits mais jamais tenus ».

« Les opérations militaires en cours à Beni sont un échec », affirme le député Grégoire Kiro. Le Caucus des députés nationaux du Nord-Kivu et le ministre de la Défense se sont entretenus mardi 25 septembre à Kinshasa sur les massacres à répétition commis sur la population de Beni. Pour l'un de ces élus, Grégoire Kiro, il n'y a pas que les djihadistes qui seraient impliqués dans ces massacres. Il estime aussi que l'action militaire engagée contre les groupes armés dans la région a échoué.

Les élus du Nord-Kivu n'ont pas été satisfaits des réponses que leur a données le ministre de la Défense. Et ils exigent une enquête parlementaire à Beni.

La RDC invitée à endiguer le trafic illicite d'espèces sauvages. Les participants à l'atelier sur la lutte contre le commerce illicite des espèces de faune et flore sauvages, tenu mardi 25 septembre à Kinshasa, ont recommandé à la RDC de mettre en application les mesures prises par le législateur pour décourager le braconnage et le commerce illicite d'espèces sauvages protégées. L'Assemblée nationale a prévu des mesures lourdes pour réprimer sévèrement tous ceux qui pratiquent le commerce illicite des espèces protégées. Cette information a été donnée par François Nzekuye, rapporteur de la commission

Environnement et ressources naturelles de la chambre basse du Parlement, au cours de son exposé. Pour lui, le problème se pose au niveau du Gouvernement, qui a le devoir de faire appliquer cette loi. Selon le coordonnateur de la Convention internationale sur le commerce de faune et flore sauvages menacés d'extinction (Cites), si ces mesures ne sont pas d'application, « la faute revient aux braconniers au col blanc ».

RDC-Ebola : les autorités annoncent la construction d'un centre de traitement à Tchomia. Un laboratoire et un centre de traitement d'Ebola seront construits à Tchomia, à 60 km de Bunia au bord du Lac Albert. Les travaux démarrent au plus tard jeudi 27 septembre. Ce laboratoire pourra faciliter le traitement rapide des échantillons prélevés auprès des cas suspects signalés en Ituri.

Julien Paluku arrive à Beni sur fond des journées ville-mortes. Le gouverneur du Nord-Kivu est arrivé mercredi 26 septembre à Beni, où se poursuivent les journées ville-mortes observées depuis trois jours à la suite de tueries de samedi dernier. Ce mercredi, la ville voisine de Butembo a aussi déclenché le même mouvement à l'appel du groupe de pression «La Véranda Mutsanga », pour compatir avec la population de Beni, victime des massacres depuis 2014. Julien Paluku dit venir dans la ville de Beni pour écouter la population et comprendre sa vision sur le déroulement des opérations militaires contre les présumés ADF.

Kyungu wa Kumwanza : « L'opposition tient à aller aux élections, unie ». L'opposition politique congolaise est prête pour affronter sans peur ni crainte les élections du 23 décembre, à condition qu'elles soient inclusives, a déclaré le coordonnateur provincial de la plate-forme « Ensemble pour le changement » dans le grand-Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza. Pour Gabriel Kyungu wa Kumwanza, l'heure n'est plus au boycott du processus électoral. Mais, ces élections doivent être crédibles, transparentes et inclusives, a-t-il exigé. « La machine à voter, ils doivent l'oublier. Parcourez la loi électorale, nulle part on a parlé de machine à voter. On a plutôt parlé des bulletins de vote. Voilà, nous nous en tenons à ça. Nous sommes des légalistes. Ce qui est prévu par la loi c'est le bulletin de vote et non la machine à voter. Ça, c'est l'invention de ces gens-là pour tout simplement frauder », a estimé M. Kyungu.

Bukavu abrite la Foire internationale des arts et créativité. La ville de Bukavu accueille depuis le dimanche 24 septembre la Foire internationale des arts et créativité (FIAC). Organisée par la structure Jeunesse active du Sud-Kivu, cette activité accueille aussi les artistes du Burundi et du Rwanda. Au Sud-Kivu, ce n'est pas les talents qui manquent mais plus la motivation et l'accompagnement des artistes. Souvent les œuvres qui devront faire la fierté de la province et la richesse du Congo restent dans les oubliettes, s'est plaint Mr Ngelesa, responsable de la structure Jeunesse active et organisateur de cette foire. Selon lui, les décideurs semblent oublier que l'art est un outil pour l'économie du pays et reste la matière première pour le tourisme. Les rares artistes du Sud-Kivu qui ont réussi à vivre de leurs talents s'engagent à accompagner les jeunes artistes à aller de l'avant. Cette foire, qui a commencé le dimanche 23 septembre, prendra fin le 30 septembre.

Jeudi 27 septembre.

La MP soutient la demande de Joseph Kabila sur le retrait de la Monusco. La Majorité présidentielle soutient la demande formulée par le président de la RDC, Joseph Kabila à la 73e session de l'Assemblée générale de l'ONU sur un retrait progressif des forces onusiennes présentes dans le pays depuis 19 ans. « La solidarité internationale est un droit légitime reconnu à chaque Etat. Mais cette solidarité n'est pas pour autant une obligation contraignante imposée aux Etats malgré leur volonté. A contrario donc, chaque Etat a le droit d'en réclamer les bénéfices mais aussi d'y mettre fin ou d'y renoncer au nom de la souveraineté des Etats reconnue par la charte des Nations unies », a déclaré M. Atundu L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) ne partage pas la demande du président Joseph Kabila relative au retrait des forces de la Monusco du pays. « Cette requête du chef de l'Etat renvoie à ignorer les différentes interventions et participations des Casques bleus contre les forces rebelles à l'Est », a affirmé mercredi Me Georges Kapiamba, président d'ACAJ. Il invite plutôt le gouvernement congolais à évaluer sa coopération avec la Monusco en vue d'un réajustement de cette mission de l'ONU face aux nouveaux défis. De plus, ACAJ estime qu'un désengagement de la Monusco à l'heure actuelle affaiblirait le processus électoral en cours qui n'offre pas, selon elle, des garanties sur sa solidité.

Dr Misenga : « Le paludisme est la maladie la plus meurtrière et celle qui amène le plus des patients en consultation ». Docteur Eugénie Misenga, cheffe de la Division provinciale de la santé du Kasai-Central affirme que la première cause de consultation dans cette partie du pays reste le paludisme qui est talonné par la malnutrition. Elle a fait cette déclaration à la fin des activités de la revue semestrielle de soins de santé primaires tenue du 18 au 22 septembre à Kananga. « Nous avons eu de très mauvais souvenirs, des événements Kamuina Nsapu sur le système de santé où nous avons perdu plus de 100 structures de santé qui ont été pillées ou saccagées et 30 qui étaient complètement détruites. A ce jour, tout est à refaire.

Il y a quand même quelques appuis qui ont aidé la province à réhabiliter certaines de ces structures de santé », indique Dr Eugénie Misenga. Elle s'entretient avec François Kadima.

Le candidat Matungulu présente son projet de gouvernance évalué à 74 milliards USD. Freddy Matungulu, candidat de la Synergie électorale Congo (SYENCO) à l'élection présidentielle de décembre a présenté mercredi 26 septembre à Kinshasa son projet de société évalué à 74 milliards USD. « Le projet de société Congo na biso-SYENCO estime le coût d'un programme réaliste de la reprise de l'économie congolaise à 74 milliards USD pour le quinquennat 2019-2023 soit une moyenne annuelle de 14, 8 milliards USD. En résumé, le projet de société Congo na Bisso comporte trois grands axes : créer un contexte institutionnel et sécuritaire de responsabilité favorable aux investissements ; bâtir une économie de forte croissance inclusive, créatrice de nouvelles opportunités d'emplois et des revenus ; affronter les défis du social et de la solidarité nationale grâce à des politiques sociales d'éducation et de santé volontariste », a expliqué Freddy Matungulu.

Congolais Debout demande la libération de ses militants arrêtés à Kinshasa. Le mouvement citoyen Congolais Debout s'inquiète de la détention illégale et au secret de sept de ses membres depuis le 11 septembre 2018 par les services de sécurité à Kinshasa. « C'est assez inquiétant que des jeunes gens qui manifestent contre la machine à voter se trouvent aujourd'hui en détention secrète. Ils ne sont toujours pas libérés et n'ont pas accès à un avocat. Ça c'est une violation manifeste de nos lois. Une détention illégale, une détention secrète lorsqu'elle s'inscrit dans une politique générale de répression est un indice de crime contre l'humanité », a déclaré Me Hervé Diakese, porte-parole des Congolais Debout. Les sept membres des Congolais debout de Sindika Dokolo avaient été arrêtés non loin de l'Université de Kinshasa, pendant qu'ils sensibilisaient la population contre la machine à voter.

Nord-Kivu : la Monusco contribue au climat d'entente entre l'armée et la population à Kasugho. Le calme est revenu dans l'agglomération de Kasugho et un climat d'entente est observé entre l'armée et les populations locales. Le constat est de la société civile de cette entité située à environ 40 km au sud-ouest du chef-lieu du territoire de Lubero, groupement Musindi, dans la province du Nord-Kivu. La société civile estime que cette entente est le résultat d'une concordance de faits dont l'installation d'une base temporaire de combats et de patrouille des casques bleus indiens de la Monusco, durant 8 jours à Kasugho. Pour la société civile de Kasugho, l'impact de cette opération de la Monusco, dénommée Blue Dawn est aujourd'hui visible. Au moins 90 % des personnes déplacées sont rentrées dans l'agglomération. Juste après la levée de la base de la Monusco, mardi, un combattant NDC s'est rendu aux FARDC.

Haut-Katanga : la Lucha préoccupée par les massacres de Beni. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement dans le Haut-Katanga affirme qu'elle est préoccupée par les massacres perpétrés par des présumés ADF dans la ville de Beni au Nord-Kivu. Dans un communiqué de presse publié mercredi 27 septembre à Lubumbashi, les membres de ce mouvement citoyen appellent les autorités congolaises au respect de l'article 16 de la constitution qui stipule que « la personne humaine est sacrée et l'Etat a l'obligation de la protéger et de la respecter ».

Le caucus des députés du Nord-Kivu dénonce le blocage des contrôles parlementaires sur les tueries de Beni. Le caucus des députés nationaux du Nord-Kivu a dénoncé, au cours d'un échange mercredi 26 septembre avec le président de l'Assemblée nationale, le blocage des contrôles parlementaires sur les tueries de Beni. Pour ces députés, il n'est pas normal que, malgré la « présence musclée » de plus de 10000 militaires FARDC et 2 000 de la Monusco, la population continue à être tuée devant un regard impuissant de ces forces de défense. « Puisque le gouvernement ne peut pas nous dire aujourd'hui qu'il est capable de résoudre le problème, c'est pour autant connaître qui est l'auteur. Lorsque nous voulons faire le contrôle parlementaire, on nous en empêche. Ce qui veut dire que nous devons croire à autre chose. Puisque jusque-là, la population croit maintenant à autre chose qu'aux ADF. Nous avons autant des militaires, des agents de la Monusco, comment expliquer qu'on tue les gens au Centreville pendant que la ville est plus militarisée que toutes les villes de la RDC », a déclaré le député Edouard Kyove Kola. Il indique néanmoins que le président de l'Assemblée nationale a promis au Caucus des députés du Nord-Kivu de travailler avec les ministres impliqués dans ce secteur de sécurité.

Mbuji-Mayi : l'aéroport de Bipemba de nouveau ouvert au trafic. L'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi est de nouveau ouvert au trafic, depuis mercredi 26 septembre après-midi. Les travaux de réfection de la partie de la piste endommagée se sont achevés.

La société civile dénonce les tracasseries militaires sur les routes de l'Ituri. Le montant récolté en deux ans par des soldats FARDC auprès des habitants de Walendu Bindi, au titre de « tracasseries militaires », s'élève plus de 610 000 dollars américains, a estimé la société civile locale. Le porte-parole des FARDC assure que tout militaire qui se rendrait coupable en répondra devant la hiérarchie. La société civile a documenté les barrières militaires dans les groupements Zadhu et Baviba.

Les chiffres avancés sont trop choquants, selon des activistes des droits humains. Par exemple, sur l'axe routier Kagaba-Kaguma-Kagoro-Koga 192.000 francs congolais ont été extorqués à la population par des soldats Fardc. Ces derniers ont récolté 199 680 000 francs sur l'axe Gety-Zitono-Ngasu-Odje-Kagoro-Koga et 9 216 000 francs sur le marché de Kagaba. Ce qui fait un total de 256 930 USD pour Zadhu et 350 603 USD pour Baviba, a détaillé le président de la société civile d'Irumu, Gili Gotabo.

Kongo-Central: pas d'Ebola à Tshela et Lukula. Le chef de division provinciale de la santé du Kongo central Kifuta Makengo indique qu'aucun cas de la maladie à virus Ebola n'est signalé dans les territoires de Tshela et de Lukula. Il appelle les habitants de ces territoires au calme.

Nord-Kivu : Julien Paluku initie des consultations sur l'évaluation de la situation sécuritaire à Beni. Le gouverneur du Nord Kivu Julien Paluku, arrivé mercredi 26 septembre à Beni, a débuté ce jeudi 27 septembre les consultations avec les différentes couches de la population de la ville et du territoire de Beni pour évaluer la situation sécuritaire dans la région. Au cours de ces consultations, les coordinations de la société civile, la FEC, la jeunesse et les enseignants de la ville et du territoire de Beni ont exprimé au gouverneur du Nord-Kivu leur exaspération suite aux massacres des civils depuis quatre ans dans la région.

Bas-Uele : des experts du ministère de la Santé et de l'OMS sensibilisent les habitants de Buta sur Ebola. Une équipe d'experts du ministère de la Santé appuyée par des experts de l'OMS sensibilisent les habitants de Buta, depuis lundi 24 septembre sur la maladie à virus Ebola. Selon le docteur Jimmy Kapetshi, médecin biologiste au ministère de la Santé, les autorités et les communautés notamment les chasseurs et les autres voyageurs, doivent s'impliquer dans la prévention contre cette épidémie. Il estime qu'une population sensibilisée pose des gestes qui peuvent éviter la propagation de l'épidémie.

Le FPM SA affecte 5 millions USD à la promotion des PME. Le fonds de 5 millions de dollars devra servir au financement pour trois ans de 500 PME, souvent écartées du système bancaire classique. « Je pense qu'avec l'effet multiplicateur sur les trois ans, nous pourrions facilement arriver à une multiplication par cinq » du nombre des bénéficiaires, a estimé Souaibou Abary, directeur général d'Afriland First Bank. L'objectif de la FPM SA est de renforcer les capacités des institutions financières, a indiqué son directeur général, Carlos Kalambay, convaincu que « le développement économique doit aussi induire le développement social, via le bien-être, qui ne viendrait que par la promotion des activités génératrices des revenus ».

Kasaï-Oriental : projet de cimenterie à Katanda. Une délégation de la Primature a visité, le weekend dernier, le territoire de Katanda, environ 60 km de Mbuji-Mayi, (Kasaï-Oriental) pour localiser le site sur lequel devrait être construite une cimenterie.

Début de l'opération « Usalama 5 » contre les crimes transfrontaliers. Le commissaire général ad intérim de la Police nationale congolaise (PNC), Patience Mushid Yav, a lancé jeudi 27 septembre à Kinshasa l'opération conjointe et simultanée des polices dénommée « Usalama 5 ». Elle consiste à lutter contre les crimes transfrontaliers et transnationaux à travers tous les pays membres d'Eastern Africa Police Chiefs Cooperation Organisation (EAPCCO) et Southern African Regional Police Chief Council Organisation (SARPCCO). Pendant cinq jours, soit du 27 septembre au 2 octobre, les unités opérationnelles de la police judiciaire et celles des groupes mobiles d'intervention vont opérer sur terrain pour procéder à des investigations et déferer les présumés auteurs devant le ministère public.

Vendredi 28 septembre.

Le gouvernement encourage la poursuite des négociations avec la milice FRPI. Le gouvernement encourage le Programme STAREC (le Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortant des conflits armés) à poursuivre les négociations avec la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). A l'issue d'une rencontre avec la Monusco et une délégation de FRPI jeudi 27 septembre à Kinshasa, le gouvernement a promis de proposer un projet de loi d'amnistie pour les faits insurrectionnels. Selon Modeste Bahati Lukwebo, Ministre du Plan, le gouvernement doit produire un projet d'amnistie pour les faits insurrectionnels commis par les miliciens de la FRPI, à soumettre au Parlement au courant de cette session parlementaire. Kinshasa et la Monusco vont également débloquer des fonds nécessaires à l'organisation « des négociations directes Gouvernement –FRPI », a poursuivi la ministre Bahati.

Beni : le chef d'Etat-major général des Fardc échangent avec la société civile sur la situation sécuritaire. Le chef d'Etat-major général des Fardc le général Célestin Mbala en mission à Beni (Nord-Kivu) a échangé jeudi 27 septembre avec

les coordinations de la société civile de Beni ville et territoire. Au cours de ces échanges qui ont lieu en présence du commandant du secteur opérationnel sokola 1 Grand Nord, la société civile de Beni ville et territoire a demandé au chef d'Etat-major général des Fardc la sécurité dans la région et l'éradication définitive des ADF. Ces structures citoyennes ont également recommandé au patron de l'armée de donner des moyens nécessaires aux Fardc engagés dans la neutralisation des ADF.

D'après les mêmes sources, le général Célestin Mbala a révélé à ses interlocuteurs la détermination de l'armée à mettre fin aux massacres des civils à Beni. Il a aussi plaidé pour l'implication de la société civile pour la fin de l'activisme des groupes Mai-Mai, qui selon lui, est un frein aux efforts de la neutralisation des ADF dans la région.

Kinshasa : lancement des travaux d'élargissement de l'avenue Kasavubu à Bandalungwa

Le ministre des Infrastructures, travaux publics et réhabilitation (ITPR), Thomas Luhaka et le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta ont lancé jeudi 27 des travaux d'élargissement de l'avenue Kasavubu dans la commune de Bandalugwa, à Kinshasa. Les travaux exécutés par Office de la voirie urbaine et drainage (OVD) consistent à supprimer la zone séparant les deux bandes sur cette avenue dans son tronçon compris entre l'arrêt Bakayawu et l'avenue Kisangani, avant d'arriver au Pont Lunda Bululu. Mais les coûts de ces travaux n'ont pas été révélés à la presse.

Kasaï Oriental : lancement de la campagne de vaccination contre la poliomyélite à Kabeya Kamuanga. La Division de la santé du Kasaï Oriental a lancé jeudi 27 septembre la première phase de la campagne de vaccination contre la poliomyélite pour les enfants du territoire de Kabeya Kamuanga. Du 27 au 29 Septembre 2018, plus de 40 000 enfants âgés de 0 à 59 mois, recevront leur dose d'immunisation à la poliomyélite.

Mbandaka : le conseil de sécurité de la ville arrête des mesures pour mettre fin au banditisme urbain. Le conseil de sécurité de la ville de Mbandaka (Equateur) a arrêté certaines mesures pour mettre fin à l'insécurité causée par des bandits urbains communément appelés Kuluna. Selon Dominique Bompaka, maire de la ville de Mbandaka, il a remis aux 20 chefs de quartier de Mbandaka des téléphones portables en vue de signaler régulièrement aux forces de l'ordre tout cas d'insécurité dû aux kuluna. « J'ai avec moi une liste de catégories des kulunas. Des kuluna arrêtés et transférés au parquet de Mbandaka, des kuluna dénoncés par la population et dont les enquêtes se poursuivent, des kulunas dénoncés par leurs chefs de fil arrêtés. La mairie de Mbandaka a un arsenal des données pour faire face à cette insécurité », Dominique Bompaka.

Nord-Kivu : suspension du trafic routier entre Rwindi et Kibirizi. Le trafic routier entre la Rwindi et Kibirizi en plein parc de Virunga dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) est suspendu depuis une semaine. Les usagers de cette route justifient leur décision suite à la suspension, par les Fardc, des escortes qui les accompagnaient. Cette décision de l'armée congolaise de ne plus sécuriser les véhicules est intervenue après l'embuscade qui a coûté la vie à un militaire Fardc il y a quelques jours. Ce tronçon routier long de plus de 20 km de Rwindi à Kibirizi est devenu périlleux du fait de la présence des groupes armés, notamment les FDLR, Mai-Mai Mazembe et Nyatura.

Goma : WWF forme les acteurs judiciaires et sécuritaires sur la répression de crimes environnementaux. Une vingtaine d'acteurs judiciaires, cadres de l'armée et de la police ont été formés sur les nouvelles lois relatives à la protection de la nature en RDC, lors d'un atelier organisé jeudi 27 septembre à Goma par le Fonds mondial pour la nature (WWF). L'objectif, selon l'organisateur, est d'amener les participants à s'impliquer davantage dans la lutte contre le braconnage à l'intérieur et autour du parc national des Virunga.

Mbuji-Mayi : plaidoyer pour la contribution à la maintenance de la piste de l'aéroport de Bipemba. « Le gouvernement provincial interpelle la RVA et le gouvernement de la République à financer à court terme, l'asphaltage d'une bande centrale de la piste pour 1 344 000 USD », a indiqué le ministre près le gouverneur du Kasaï Oriental, Hippolyte Mutombo Mbwebwe.

La situation sécuritaire au Kasaï est « stable mais volatile », selon la Monusco. Le commandant des forces de la Monusco, le lieutenant général Elias Rodrigues Martins Filho, a bouclé jeudi 27 septembre sa première visite dans la région du Kasaï depuis sa nomination en avril dernier. Pendant deux jours, il s'est rendu à Kananga, Tshikapa et Kamako. Il juge la situation dans la région stable mais volatile.

L'Unicef et les survivants d'Ebola s'associent pour aider à arrêter la propagation de l'épidémie. Les récents survivants de la maladie à virus Ebola et l'Unicef se sont associés pour aider à prévenir la transmission de cette maladie mortelle dans l'Est de la RDC. Les survivants partagent leur vécu auprès des communautés touchées par la maladie lors des présentations publiques et par le biais de témoignages à la radio, indique un communiqué de l'Unicef. Quarante-trois

personnes ont survécu au virus Ebola depuis le début de l'épidémie à Beni en août. «Les survivants sont la preuve vivante qu'il est possible de vaincre la maladie à virus Ebola, surtout si elle est détectée et traitée rapidement. Les témoignages de ces survivants d'Ebola nous aident à réduire la peur au sein des communautés et à encourager les personnes présentant des symptômes ressemblant à Ebola à se rendre rapidement dans un centre de traitement Ebola, évitant ainsi le risque de transmission», a déclaré le Dr Gianfranco Rotigliano, représentant de l'Unicef en RDC. La méconnaissance par les populations des mesures de prévention et de traitement de la maladie augmente le risque de sa propagation, comme le montre le cas récemment confirmé d'Ebola dans la zone de santé de Tchomia, rapporte le communiqué.

La Police formée sur les règles d'or du commissariat. La police nationale congolaise, en partenariat avec la police des Nations unies (UNPOL) a organisé jeudi 27 septembre à Kinshasa, un atelier de vulgarisation des règles d'or du commissariat.

Parmi les règles rendues publiques, il y a la gratuité des services de la police et le droit qu'a le plaignant d'être assisté par une personne de confiance de son choix. « Le concept de police de proximité a été adoptée comme mode de fonctionnement des services et unités de la police...la police de proximité doit être comprise comme une attitude qui renforce la confiance du citoyen envers la police d'une part, et d'autre part elle applique l'observance des valeurs telles que la compétence, la loyauté, l'esprit de service, la transparence, le respect des droits humains dans l'exercice des fonctions opérationnelles d'encadrement et de direction ».

Samedi 29 septembre.

L'opposition confirme son meeting de ce samedi. Les sept candidats de l'opposition politique à l'élection présidentielle du décembre 2018 appellent les militants de leurs partis au meeting prévu ce samedi 29 septembre à Kinshasa. L'opposition politique va s'exprimer sur son unité, la machine à voter et le fichier électoral de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), a indiqué Prince Epenge, rapporteur de la commission des communications du comité organisateur. Parmi les candidats de l'opposition qui ont appelé à la tenue de ce meeting, figurent Jean-Pierre Bemba, Martin Fayulu, Freddy Matungulu, Moïse Katumbi, Felix Tshisekedi, Vital Kamerhe ainsi qu'Adolphe Muzito. Lors de ce rassemblement, les opposants entendent exiger la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés. Il s'agit surtout de « confirmer notre participation à ces élections du 23 décembre, mais sans la machine à voter, sans les 10 millions d'électeurs fictifs », a affirmé Prince Epenge. Selon lui, les organisateurs ont informé les autorités de la ville de Kinshasa, qui ont pris acte de cette initiative, comme le veut la constitution de la RDC.

RDC-Belgique : Joseph Kabila et Charles Michel échangent sur « l'amélioration des relations bilatérales ». Le président Joseph Kabila et le Premier ministre belge Charles Michel ont échangé vendredi 28 septembre à New York sur l'amélioration des relations bilatérales entre les deux Nations. « C'est un entretien qui était positif et surtout très utile pour essayer d'avoir une bonne compréhension de part et d'autres sur la manière d'envisager nos relations bilatérales. On a eu aussi l'occasion d'échanger sur les questions géopolitiques, sur les relations entre l'Europe en général et l'Afrique. Je forme vraiment le vœu que cet entretien soit utile, que l'on puisse espérer des évolutions favorables dans les relations entre l'Europe et l'Afrique dans les prochaines semaines. Mais aussi sur le plan bilatéral, j'espère qu'on pourra enregistrer des progrès. J'espère que cet entretien -c'est mon sentiment- a été plutôt utile et positif et devrait plutôt conduire à améliorer à l'avenir la compréhension entre la RDC et la Belgique et améliorer donc nos relations bilatérales, dans l'intérêt de nos populations respectives », a indiqué Charles Michel. « Ça ne veut pas dire qu'on est d'accord sur tout, mais ça veut dire qu'il y a une volonté de mieux se comprendre. De réduire les dangers des incompréhensions et des malentendus », a-t-il noté.

Plus d'un million de déplacés dans l'Est de la RDC où sévit le virus Ebola (HCR). L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit vivement préoccupée par l'insécurité dans le Nord-Est de la RDC, où les attaques se sont multipliées ces dernières semaines près de la frontière congolaise avec l'Ouganda, dans la région de Beni, dans la province du Nord-Kivu, et plus au nord, dans la province d'Ituri. Les déplacements forcés de populations restent massifs dans l'Est de la RDC. Le HCR estime que plus d'un million de personnes sont déplacées dans le Nord-Kivu. Il s'agit de la plus forte concentration de personnes déplacées internes en RDC. Selon les estimations, un demi-million de personnes ont été forcées de fuir leur foyer durant la seule année 2018. **Djugu, pas épargné.** Plus au nord, dans le territoire de Djugu, dans la province de l'Ituri, une nouvelle série d'attaques déstabilise la région qui était sur le point de se stabiliser après avoir été secouée par des violences massives au premier semestre de l'année, entraînant le déplacement d'environ 350.000 personnes. « Le retour à la paix est désormais menacé et le personnel du HCR rapporte que près de 16.000 personnes ont fui leur domicile, dont beaucoup pour la deuxième fois en un an », a fait remarquer Babar Baloch. Cette situation humanitaire dans l'Est de la RDC est d'autant plus dramatique que cette zone de violence est le nouveau foyer d'Ebola. Déclarée le 1er août à Mangina, à 35 km de Béni, cette dixième épidémie d'Ebola sur le sol congolais a tué 101 personnes.

Election en RDC : Vital Kamerhe présente son projet de société a évalué à 114 milliards USD. Vital Kamerhe candidat à la présidentielle du 23 décembre a présenté vendredi 28 septembre son programme de gouvernance intitulé « j'aime le Congo, nous aimons le Congo » et chiffré à plus de 114 milliards de dollars. Ce programme est axé autour de vingt piliers prioritaires notamment l'éducation, la santé et la sécurité. Il dénonce l'absence de l'Etat, l'insécurité et la faiblesse de la diplomatie. Le président de l'Union pour la Nation congolaise recommande dans son projet de rétablir l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la République.

La coordination nationale des étudiants appelle au soutien du processus électoral. La Coordination nationale des étudiants de la RDC appelle toute la communauté estudiantine à soutenir le processus électoral en cours. Selon Ali Zui, coordonnateur national de cette coordination, demande également aux acteurs d'éviter la politisation des sites universitaires. « Nous avons demandé au président de la Ceni d'effectuer des descentes dans chaque université pour vulgariser et expliquer à nos camarades étudiants concernant la machine à voter. Nous lançons un appel à tous les étudiants du Congo, au soutien du processus électoral qui consolide l'élan de la démocratie dans notre pays et de ne pas prêter oreille à des fins politiques. Parce que quand nous allons dans la rue, ça sert à quoi. Vaut mieux en tant qu'intellectuels, s'imprégner de la situation, savoir si cette élection sera organisée ou pas », a indiqué Ali Zui.

Nord-Kivu : les Fardc promettent de traquer sans relâche les auteurs d'insécurité. Les Fardc ont affirmé dans un communiqué publié vendredi 28 septembre qu'elles vont poursuivre la traque des auteurs de l'insécurité au Nord-Kivu sans relâche. « Les meneurs de ces atrocités et ces tueries sont connues. Ce sont des terroristes internationaux qui se sont installés chez nous, qui proviennent des différents pays, à savoir l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Kenya, la Tanzanie, la République Sud-africaine, le Mozambique, ce sont les gens qui proviennent de ces pays-là, qui sont venus se constituer en terroristes ici chez nous. Et ils sont déjà bel et bien identifiés », a indiqué le major Guillaume Ndjike Kaiko, porte-parole de la 34e région militaire. Selon lui, les FARDC iront jusqu'au bout des opérations initiées dans la traque de ces groupes armés.

Lutte contre Ebola à Beni : Julien Paluku satisfait du travail des équipes de riposte. Le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku affirme qu'il est satisfait du travail fait par les équipes de la riposte contre l'épidémie à virus Ebola dans la région Beni. « Je suis heureux d'avoir participé à la réunion de coordination de la lutte avec tous les partenaires que je tenais à encourager et à féliciter personnellement pour tous ce qu'ils sont en train de faire. Il fallait que je vienne les encourager pour ce qu'ils sont en train de faire par ce que c'est un sacrifice. Je viens également de visiter le centre de traitement d'Ebola, j'ai pu entrer en contact avec deux personnes notamment un médecin qui était également atteint par le Virus Ebola mais qui est déjà guéri, mais également une jeune dame qui a perdu presque tous les membres de sa famille suite à cette épidémie », a indiqué Julien Paluku.

Meeting de l'opposition à Kinshasa : les militants de l'opposition convergent vers le boulevard Triomphal. Les militants des partis politiques de l'opposition qui ont initié un meeting ce samedi 29 septembre se dirigent vers le boulevard Triomphal pour écouter leurs leaders. Ils ont déjà pris d'assaut les espaces compris entre le boulevard Triomphal et l'avenue de l'Enseignement. Des militants trouvés sur place brandissent des banderoles qui reprennent les messages de rejet de la machine à voter. Certains militants interrogés par les reporters de Radio Okapi affirment qu'ils attendent connaître aujourd'hui le nom du candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle du 23 décembre. Lors de ce rassemblement, les opposants entendent exiger la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés. Il s'agit surtout de « confirmer notre participation à ces élections du 23 décembre, mais sans la machine à voter, sans les 10 millions d'électeurs fictifs », a affirmé Prince Epenge, rapporteur de la commission des communications du comité organisateur.

La Cenco consternée et indignée par les tueries de Beni. La Conférence épiscopale nationale du Congo se dit consternée par les dernières tueries perpétrées à Beni et indignée par « l'inertie du gouvernement et de la communauté internationale face aux massacres et aux enlèvements des personnes humaines dans cette région ». « Au nom des Evêques membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo nous condamnons sévèrement ce nouveau massacre ignoble des innocents et adressons nos sincères condoléances aux familles des victimes. Nous exprimons notre indignation face à l'inertie du Gouvernement congolais et de la Communauté internationale qui assistent impuissants aux massacres et enlèvements des personnes humaines. Malheureusement, ce fléau de violation récurrente de la vie humaine, semble être un fait banal qui alimente la chronique dans la presse tant locale qu'internationale », indique le communiqué de la Cenco. Par ailleurs, les évêques catholiques s'interrogent sur l'identité réelle des assaillants qui défient ainsi l'armée congolaise et la force de la Monusco. Les évêques catholiques en appellent au gouvernement de la République et à la Monusco de tout mettre en œuvre pour arrêter ces tueries.

Beni : 2 civils tués et 8 disparus dans une incursion des présumés ADF à Mukoko. Deux civils ont été tués et 8 autres ont disparu dans une attaque des présumés ADF vendredi soir à Mukoko, un village du territoire de Beni situé à une trentaine des km de Beni, indique la société civile locale. Un groupe des présumés ADF a attaqué une position des Fardc située dans ce village. L'armée a repoussé cette attaque après des violents affrontements d'environ deux heures.

Meeting de l'opposition: Bemba plaide la mise en place d'une vision commune des programmes de l'opposition. «L'opposition doit être unie, derrière un candidat que nous devons choisir. J'invite les leaders de l'opposition à nous réunir rapidement dès la semaine prochaine, pour pouvoir mettre en place notre vision commune de tous nos programmes afin de former un accord de coalition gouvernementale pour que nous que nous expliquions au peuple comment nous allons diriger demain », a souhaité Jean-Pierre Bemba. Le président du MLC dont le dossier pour l'élection présidentielle a été jugé irrecevable et qui est intervenu à ce meeting par vidéo conférence en direct de Bruxelles, appelle au rejet de la machine à voter. Les autres leaders de l'opposition rejettent aussi la machine à voter et le fichier électoral. Ils réaffirment cependant leur détermination à participer aux élections de décembre 2018.

Dimanche 30 septembre.

Ituri : 2 militaires tués dans l'attaque d'une position des Fardc à Linga. Deux militaires loyalistes ont été tués samedi 28 septembre dans l'attaque d'une position des Fardc dans la localité de Linga en territoire de Djugu par des hommes armés non identifiés. Selon l'armée, ces hommes sont en débandade. Trois personnes dont le chef de cette localité, un jeune et une femme ont été tuées et d'autres blessées par balles ajoutent les mêmes sources. Les Fardc mènent les mêmes opérations au village d'Aidha au groupement Dhendro où des détonations d'armes sont attendues par la population des entités proches.

Nord-Kivu : la couverture des manifestations publiques conditionnée par la détention d'une carte de l'UNPC. Le commandant de la police-ville de Goma, Job Alisa conditionne la couverture des manifestations publiques par des journalistes qui détiennent des cartes de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC). Il a adressé cette semaine, une lettre à l'UNPC/Nord-Kivu, demandant que lui soit communiquée la liste des journalistes détenteurs de la carte de presse. Pour lui, cette mesure vise à assainir ce secteur où se « cacheraient des infiltrés qui diffusent de fausses nouvelles sur le pays ». Même s'il affirme être satisfait par le travail abattu par certains journalistes, Job Alisa a mis en cause d'autres journalistes qui, selon lui, sont manipulés par des mouvements citoyens et qui s'écartent de l'éthique et de la déontologie journalistique. La démarche de la Police est saluée par l'UNPC qui la qualifie de « bonne collaboration ». L'organisation Journaliste en danger(JED) souligne que le problème d'assainissement du secteur est interne. Il devrait être réglé entre l'UNPC et les journalistes. Il n'appartient ni à la police ni à aucun autre service de l'état de décider de qui est journaliste ou qui ne l'est pas.

Ebola à Beni : 45 malades guéris, 12.614 personnes vaccinées. Quarante-cinq malades atteints par la maladie à virus Ebola dans la province du Nord-Kivu ont été guéris, indique un communiqué du ministère de la Santé publié samedi 29 septembre. Sur les 126 cas confirmés, 71 sont décédés, poursuit le document. Au total, 157 cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont 126 confirmés et 31 probables. Vingt-trois cas suspects sont en cours d'investigation, rapporte le ministère de la Santé, qui fait remarquer que 2 nouveaux cas ont été confirmés dont 1 à Beni et 1 à Butembo. Le ministère de la Santé renseigne aussi que depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, 12.614 personnes ont été vaccinées, dont 4.152 à Mabalako, 3.829 à Beni, 1.632 à Mandima, 1.043 à Katwa, 944 à Butembo, 270 à Masereka, 224 à Tchomia, 170 à Bunia, 164 à Komanda, 121 à Oicha et 65 à Kinshasa (personnel médical à déployer).

Meeting de l'opposition : les policiers ont été instruits d'être professionnels et de respecter les droits humains. Le colonel Mwana Mputu, porte-parole de la police nationale congolaise (PNC) a affirmé ce dimanche 30 septembre le Commissaire général de la Police a instruit les policiers qui devraient sécuriser le meeting de l'opposition à Kinshasa de rester strict, courtois et professionnel. Il leur a aussi recommandé de ne pas céder aux provocations et respecter les droits humains. Selon le porte-parole de la police, les instructions du Commissaire général de la police nationale congolaise ont été scrupuleusement observées par les éléments commis à la sécurisation du meeting de l'opposition du samedi 29 septembre à Kinshasa. Pour cet officier de la police nationale, il y a eu de la sérénité mais aussi l'absence d'incidents lors de ce meeting parce que les clauses du contrat n'ont pas été violées de part et d'autres.

Nord-Kivu: les habitants de Mutao et Kanyatsi quittent leurs villages pour se mettre à l'abri des attaques des FDLR. Les habitants des villages Mutao et Kanyatsi en territoire de Nyiragongo ont abandonné leurs villages depuis samedi 29 septembre. Selon la société civile locale et les sources administratives, ce mouvement des populations est consécutif à une attaque des positions militaires par des présumés FDLR venus du parc national des Virunga. Un échange des tirs entre ces

assaillants et les Fardc a poussé les habitants de Mutao et Kanyatsi à vider leurs villages, prenant les directions de Muja et de Kanyaruchinya dans les environs de la ville de Goma.

Nouvelle hausse du prix du carburant. Le prix du carburant est depuis ce dimanche 30 septembre revu à la hausse à travers la RDC. Selon la nouvelle structure des prix communiquée par le ministère de l'Economie, le prix du litre de l'essence passe de 1980 Franc congolais à 2110 FC et celui du gasoil de 1970 FC à 2100 FC. Le ministre de l'Economie, Joseph Kapika donne les raisons de cette hausse. « Il y a trois paramètres. Les prix moyens frontières, dans lesquels nous avons les prix du baril qui est en augmentation à travers le monde. Il y a le taux de change. L'avant dernière fois, nous avons négocié au taux 1450 FC le dollar, alors que le dollar était déjà à 1620. Aujourd'hui nous venons de négocier à 1550. Le dollar lui, est 1620 ou 1640. Vous comprenez que nous continuons à négocier en dessous du taux de change pour ne pas asphyxier les consommateurs que sont l'Etat et la population», a indiqué Joseph Kapika.

Ituri: mouvement des habitants dans le territoire de Djugu suite à l'insécurité. Les habitants de plusieurs localités Linga, Malali, Talikpa, Za et Petro de la collectivité de Walendu Pitsi dans le territoire de Djugu ont abandonné leurs maisons depuis samedi 29 septembre. Ils fuient l'attaque des assaillants vendredi 28 septembre à Linga et aux assauts des Fardc pour chasser ces hommes armés des villages proches. Des sources locales renseignent que les Fardc ont repris encore ce dimanche 30 septembre matin les patrouilles des combats au village de Talikpa au groupement Dhendro en collectivité de Walendu Pitsi. Ces opérations se sont également déroulées vendredi dans le même village ainsi que dans les localités de Petro, Za et Malali où trois personnes ont été tuées. Selon l'armée, l'objectif est de neutraliser ces hommes armés qui ont attaqué samedi 29 septembre matin la position des Fardc à Linga. La société civile de Kpandroma rapporte que ces combats ont provoqué le déplacement des habitants de toutes ces entités. La même source indique ces personnes déplacées sont en errance dans la région en quête d'un endroit paisible pour s'abriter. Elle déplore également l'incendie des cases de la population dans tous ces villages.